

Peterselie, waaronder bladpeterselie en wortelpeterselie	<i>Petroselinum crispum</i>
Lampionplant	<i>Physalis</i> spp.
Eetbare bloeiende planten	
Prei	<i>Allium porrum</i>
Erwten	<i>Pisum sativum</i>
Kikkererwt	<i>Cicer arietinum</i>
Paprika en chilipeper	<i>Capsicum</i> spp.
Aardappel	<i>Solanum tuberosum</i>
Radijs	<i>Raphanus sativus</i>
Rheum en kleine vruchten waaronder honingbes, zwarte bessen, frambozen, aalbessen, bramen, bosbessen en druiven	
Zwaardherik	<i>Eruca sativa</i>
Saffraankrokus	<i>Crocus sativus</i>
Paarse morgenster en grote schorseneer	<i>Tragopogon porrifolius</i> en <i>Scorzonera hispanica</i>
Tomaat	<i>Solanum lycopersicum</i>
Aardpeer	<i>Helianthus tuberosus</i>

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor de biologische landbouw.

Namen, 23 februari 2023.

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/42745]

23 FEVRIER 2023. — Arrêté ministériel exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.17, § 3, alinéa 2, D. 241, D.242, alinéas 1^{er} et 2, D.243, D.249, alinéas 1^{er} et 2, 3^o, et D.251 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques, les articles 4, alinéa 2, 5, § 1^{er}, 11, § 3, 12, 18, § 1^{er}, alinéa 2, et 28, § 2 ;

Vu le rapport du 18 novembre 2022 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 novembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} décembre 2022 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 15 décembre 2022 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 22 décembre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions communes à plusieurs interventions

Section 1^{ère}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 : arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité ;

2^o demande unique : la demande unique au sens de l'article D.28 du Code wallon de l'Agriculture ;

3^o particularités topographiques : les particularités topographiques au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 32^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

4^o prairies : toute surface agricole déclarée au système intégré de gestion et de contrôle comme prairie permanente, prairie temporaire à vocation à devenir permanente ou arboriculture fruitière de hautes-tiges de cinquante à deux-cent-cinquante arbres par hectare, à l'exception des parcours destinés aux porcins et aux volailles ;

5^o Sanitel : la base de données informatique de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire visée à l'article 2, § 2, 1^o, de l'arrêté royal du 20 mai 2022 relatif à l'identification et l'enregistrement de certains ongulés, des volailles, des lapins et de certains oiseaux ;

6° surface fourragère : la surface fourragère déterminée conformément à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide à l'agriculture biologique ;

7° terres arables : les terres arables au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 47°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

8° UGB : l'unité de gros bétail au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 48°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

Section 2. — Procédure de désignation des experts visés à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques

Art. 2. § 1^{er}. En application de l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques, les critères de désignation des experts compétents sont les suivants :

1° l'expert est indépendant de l'agriculteur à qui il délivre son avis ;

2° l'expert possède l'expérience technique et scientifique nécessaire à la réalisation d'avis ;

3° l'expert dépend de l'organisation à laquelle le Ministre a confié une mission d'information, de conseil et d'encadrement concernant la mise en œuvre des mesures agro-environnementales et climatiques.

L'expérience technique et scientifique visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, est évaluée au regard des compétences suivantes :

1° disposer d'une formation technique ou scientifique de type court ou long dans le domaine de la biologie, de l'agriculture, de la sylviculture ou de l'environnement, ou d'une expérience professionnelle probante d'au moins cinq années jugée équivalente par l'organisme payeur ;

2° disposer d'une connaissance des techniques et des pratiques agricoles qui ont un impact environnemental sur la zone agricole ;

3° disposer d'une connaissance des enjeux, du cadre juridique et du cadre technique de l'architecture environnementale et climatique de la politique agricole commune ;

4° disposer d'une connaissance des outils cartographiques adéquats ;

5° disposer de compétences adéquates en matière de communication et de bureautique afin de rédiger des avis techniques clairs, objectifs et fondés sur une base scientifique.

§ 2. Les critères visés au paragraphe 1^{er} sont vérifiés au moyen des éléments suivants :

1° concernant le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, une déclaration sur l'honneur dans laquelle l'expert s'engage à éviter toute situation de conflit d'intérêt ;

2° concernant le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, une copie du curriculum vitae, des diplômes, des publications de l'expert et tout autre élément probant ;

3° concernant le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, la preuve d'une collaboration professionnelle liant l'expert à l'organisation concernée.

§ 3. La procédure de désignation des experts compétents est fixée comme suit :

1° l'organisation visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, fournit à l'organisme payeur, pour le 1^{er} janvier de chaque année, la liste complète des personnes physiques répondant aux critères de désignation et tient à disposition de l'organisme payeur les éléments de vérification visés au paragraphe 2 ;

2° l'organisme payeur valide la liste des experts compétents sur base des renseignements fournis par l'organisation et le cas échéant après vérification des critères de désignation ;

3° l'organisme payeur notifie à l'organisation les noms des experts dont il valide la désignation et ce, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la liste des personnes physiques répondant aux critères de désignation ;

4° l'organisation notifie sans délai l'organisme payeur de toute modification de la liste visée au 1°.

La procédure visée à l'alinéa 1^{er}, 1° à 3°, s'applique aux modifications de la liste d'experts.

CHAPITRE 2. — *Cahiers des charges des mesures agro-environnementales et climatiques*

Section 1^{ère}. — Mesure n° 2 « prairies naturelles »

Art. 3. Une aide annuelle de 220 euros par hectare de surface agricole engagée est octroyée aux agriculteurs qui s'engagent à exploiter des prairies dans le respect du cahier des charges visé à l'article 4.

L'aide est octroyée pour maximum 50 % de la superficie de l'exploitation admissible à la mesure. Les dix premiers hectares sont exemptés de ce plafonnement.

L'aide n'est pas octroyée pour un montant inférieur à 100 euros calculé au niveau de l'exploitation.

En application de l'article 11, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques, l'aide n'est pas octroyée pour les prairies désignées comme « milieux ouverts prioritaires » (UG 2), « prairies habitats d'espèces » (UG 3), « bandes extensives » (UG 4), « zones sous statut de protection » (UG temp 1) ou « zones à gestion publique » (UG temp 2) par l'article 2, 2° à 4°, 14° et 15° respectivement de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000.

Art. 4. § 1^{er}. Le cahier des charges de la mesure n° 2 « prairies naturelles » est constitué des exigences et interdictions suivantes :

1° toute intervention menée entre le 1^{er} novembre et le 15 juin inclus sur une prairie naturelle est interdite ;

2° l'activité agricole menée sur une prairie naturelle est limitée entre le 16 juin et le 31 octobre inclus au pâturage et à la coupe de la végétation herbacée avec récolte du produit de la fauche ;

3° l'administration d'aliments concentrés ou de fourrage est interdite sur une prairie naturelle ;

4° l'utilisation de fertilisants minéraux et produits phytopharmaceutiques sur une prairie naturelle est interdite.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1°, sont autorisés :

1° l'épandage d'engrais organiques aux périodes prévues aux articles R.200, R.201 et R.203 du Code de l'eau ;

2° la gestion des particularités topographiques durant la période prévue aux articles 72, 74 et 75 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

3° le nivellement superficiel du sol par étaupinage ou réparation de dégâts causés par des sangliers, du 1^{er} janvier au 15 avril inclus.

§ 2. En cas de fauche d'une prairie naturelle, une zone refuge non fauchée, composée d'un couvert herbacé et présentant une superficie correspondant à 5 % au moins de la superficie de la parcelle est maintenue jusqu'à la fauche ou au pâturage suivant.

Aucun pâturage ou fauche n'a lieu sur une prairie naturelle avant respectivement trois et six semaines à compter de la dernière intervention.

La localisation d'une zone refuge demeure identique au cours d'une même année.

Section 2. — Mesure n° 4 « prairies de haute valeur biologique »

Art. 5. § 1^{er}. Une aide annuelle de 470 euros par hectare de surface agricole engagée est octroyée aux agriculteurs qui s'engagent à exploiter des prairies dans le respect du cahier des charges visé à l'article 6.

§ 2. En application de l'article 11, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques, le montant de l'aide est réduit à 250 euros par hectare pour les prairies désignées comme « milieux ouverts prioritaires » (UG 2), « prairies habitats d'espèces » (UG 3), « zones sous statut de protection » (UG temp 1) ou « zones à gestion publique » (UG temp 2) par l'article 2, 2°, 3°, 14° et 15°, respectivement de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000.

L'aide n'est pas octroyée pour les prairies désignées comme « bandes extensives » (UG 4) par l'article 2, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000.

Art. 6. § 1^{er}. Le cahier des charges de la mesure n° 4 « prairies de haute valeur biologique » est constitué des exigences et interdictions suivantes :

1° la prairie fait l'objet d'un diagnostic préalable quant à sa valeur biologique sur la base duquel l'expert rend un avis comprenant des exigences pertinentes compte tenu des contraintes ou enjeux agricoles et environnementaux locaux ;

2° durant une période fixée dans l'avis d'expert, toute intervention autre que celles visées au 3° est interdite sur une prairie de haute valeur biologique ;

3° au cours d'une période définie dans l'avis d'expert, l'exploitation d'une prairie de haute valeur biologique est limitée au pâturage et à la coupe de la végétation herbacée avec, sauf mention contraire dans l'avis d'expert, récolte du produit de la fauche ;

4° l'administration d'aliments concentrés ou de fourrage aux animaux présents sur une prairie de haute valeur biologique est interdite ;

5° l'utilisation de fertilisants ou de tout autre amendement sur une prairie de haute valeur biologique est interdite ;

6° l'utilisation de produits phytopharmaceutiques sur une prairie de haute valeur biologique est interdite ;

7° la pratique du semis ou du sursemis sur une prairie de haute valeur biologique est interdite ;

8° les opérations de drainage ou de curage des fossés sur une prairie de haute valeur biologique sont interdites.

§ 2. Il peut être dérogé aux interdictions et exigences prévues au paragraphe 1^{er}, 2°, 4°, 5°, 7° et 8°, dans les circonstances dûment spécifiées et justifiées par l'expert.

§ 3. En cas de fauche d'une prairie de haute valeur biologique, une zone refuge non fauchée, composée d'un couvert herbacé et présentant une superficie correspondant à 10 % au moins de la superficie de la parcelle est maintenue jusqu'à la fauche ou au pâturage suivant.

Aucun pâturage ou fauche n'a lieu sur une prairie de haute valeur biologique avant respectivement trois et six semaines à compter de la dernière intervention, sauf mention contraire, dûment spécifiée et justifiée dans l'avis d'expert.

La localisation d'une zone refuge demeure identique au cours d'une même année, sauf exception dûment spécifiée et justifiée dans l'avis d'expert.

§ 4. La déjection par des animaux lors du pâturage de la prairie de haute valeur biologique n'est pas visée par l'interdiction prévue au paragraphe 1^{er}, 5°.

Section 3. — Mesure n° 5 « tournières enherbées »

Art. 7. Une aide annuelle de 1100 euros par hectare de surface agricole engagée est octroyée aux agriculteurs qui s'engagent à exploiter des terres arables dans le respect du cahier des charges prévu aux articles 8 à 10.

En application de l'article 11, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques, l'aide n'est pas octroyée pour les terres arables désignées comme « bandes extensives » (UG 4) par l'article 2, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000.

Art. 8. Le cahier des charges de la mesure n° 5 « tournières enherbées » est constitué des exigences et interdictions suivantes :

1° la tournière enherbée est implantée sur une terre arable ;

2° la tournière enherbée est adjacente à au moins une parcelle consacrée durant toute la durée de l'engagement à une terre arable ;

3° la largeur admissible d'une tournière enherbée est comprise entre dix et vingt mètres inclus, dont au moins dix mètres consistent en un couvert herbacé ;

4° deux tournières enherbées ne sont pas contiguës longitudinalement ;

5° la tournière enherbée présente une superficie d'au moins deux ares ;

6° la superficie de l'exploitation consacrée à des tournières enherbées est d'au moins vingt ares ;

7° la mise en place d'une tournière enherbée est conforme aux dispositions de l'article 9 ;

8° l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, de fertilisants ou de tout autre amendement sur une tournière enherbée est interdite ;

9° le dépôt d'engrais, d'amendement ou de produits de récolte sur une tournière enherbée est interdit ;

10° l'installation de ruches de manière temporaire et de fascines sur une tournière enherbée est autorisée ;

11° aucune activité n'est menée sur une tournière enherbée du 1^{er} novembre au 15 juillet inclus ;

12° l'activité agricole menée sur une tournière enherbée est limitée du 16 juillet au 31 octobre inclus à la coupe de la végétation herbacée avec récolte du produit de la fauche et au pâturage par des ovins ;

13° l'accès de véhicules motorisés à une tournière enherbée est réglementé conformément à l'article 10 ;

14° l'accès du public à une tournière enherbée est interdit ;

15° en cas de coulée boueuse ou de dépôt naturel de sédiments sur une épaisseur de plus de dix centimètres, de dépôts ou de dégâts occasionnés par des travaux temporaires d'utilité publique ou de dégâts causés par la faune sauvage, une remise en état ou une réimplantation du couvert de la tournière enherbée est réalisée.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2°, au cours de l'engagement, la parcelle adjacente à la tournière enherbée ne peut pas présenter un couvert végétal en place pendant plus de trois ans en continu.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 4°, deux tournières enherbées peuvent être contiguës longitudinalement lorsque la configuration initiale de la partie considérée de la parcelle de terre arable sur laquelle la tournière enherbée a été installée présentait une largeur comprise entre vingt mètres et quarante mètres.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 11°, en cas d'ensemencement de la tournière enherbée, une fauche unique par étêtage sans récolte du produit de la fauche peut avoir lieu au cours des trois premiers mois à compter de la date d'installation.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 12°, en cas de pâturage ou de fauche de la tournière enherbée, une bande refuge ni fauchée, ni pâturée et présentant un couvert herbacé est maintenue sur une largeur d'au moins deux mètres. La localisation de la bande refuge demeure identique au cours d'une même année.

Art. 9. L'installation d'une tournière enherbée consiste soit en le maintien du couvert préexistant lorsque la parcelle est au premier jour de l'engagement déjà couverte par une tournière enherbée ou une parcelle aménagée installée dans le cadre d'un engagement antérieur arrivé à son terme, soit en l'ensemencement d'un mélange d'espèces au plus tard le 31 mai de l'année d'introduction de la première demande de paiement.

En cas d'ensemencement de la tournière enherbée, le choix de la composition du mélange d'espèces est laissé à l'appréciation de l'agriculteur moyennant le respect des exigences suivantes :

1° le poids total des semences de graminées est compris entre 40 % et 85 % inclus du poids habituellement utilisé pour leur semis en culture pure ;

2° le poids total des semences de ray-grass anglais, de fléoles, de dactyles, de fétuque élevée et de fétuque des prés n'excède pas 30 % du poids habituellement utilisé pour leur semis en culture pure ;

3° les espèces non pérennes ou très intensives, notamment les ray-grass hybrides, le ray-grass italien, le ray-grass de Westerwold et les bromes, cultivées sont exclues ;

4° au moins trois espèces de légumineuses de base sont présentes dans le mélange, à concurrence, pour chacune des espèces, d'au moins 5 % du poids habituellement utilisé pour leur semis en culture pure ;

5° le poids total des semences de légumineuses de base est compris entre 15 et 40 % inclus du poids habituellement utilisé pour leur semis en culture pure ;

6° d'autres dicotylées peuvent être intégrées dans le mélange, le poids des semences représentant pour chaque espèce au maximum 5 % du poids total du mélange.

La liste des espèces admissibles de légumineuses de base et de dicotylées figure à l'annexe 1.

L'agriculteur conserve les preuves de la composition du mélange utilisé.

Les poids des semences des espèces visées à l'alinéa 2 habituellement utilisés pour leur semis en culture pure sont ceux visés à l'article 30 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

Art. 10. L'accès de véhicules motorisés à une tournière enherbée est uniquement autorisé dans les hypothèses suivantes :

1° pour l'entretien de la tournière enherbée ou, le cas échéant, des ruches s'y trouvant ;

2° pour l'entretien de ligneux adjacents à la tournière enherbée et à condition qu'il n'existe pas d'autre accès ;

3° pour la réalisation de travaux agricoles ou l'exploitation de ligneux sur la parcelle adjacente à la tournière enherbée et à condition qu'il n'existe pas d'autre accès.

Toute dégradation liée au passage de véhicules motorisés sur la tournière enherbée fait l'objet d'une remise en état dans les meilleurs délais.

Section 4. — Mesure n° 7 « parcelles aménagées »

Art. 11. Une aide annuelle de 1600 euros par hectare de surface agricole engagée est octroyée aux agriculteurs qui s'engagent à exploiter des terres arables dans le respect du cahier des charges visé à l'article 12.

En application de l'article 11, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques, l'aide n'est pas octroyée pour les terres arables désignées comme « bandes extensives » (UG 4) par l'article 2, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000.

Art. 12. § 1^{er}. Le cahier des charges de la mesure n° 7 « parcelles aménagées » est constitué des exigences et interdictions suivantes :

1° la parcelle aménagée est implantée sur une terre arable ;

2° la parcelle aménagée n'est pas adjacente à une surface de l'exploitation engagée dans la mesure n° 5 « tournières enherbées » ;

3° la parcelle aménagée présente une superficie comprise entre deux ares et un hectare et demi inclus, sauf exception dûment spécifiée et justifiée par l'expert ;

4° la superficie totale de l'exploitation engagée en parcelles aménagées est d'au moins vingt ares ;

5° les objectifs particuliers, la localisation, les dimensions, la composition du couvert, le calendrier et modalités de gestion de la parcelle aménagée sont précisés dans l'avis d'expert en tenant compte des contraintes ou enjeux agricoles et environnementaux locaux ;

6° l'utilisation de fertilisants ou de tout autre amendement sur la parcelle aménagée est interdite, sauf exception dûment spécifiée et justifiée par l'expert ;

7° l'utilisation de produits phytopharmaceutiques sur la parcelle aménagée est interdite ;

8° le dépôt d'engrais, d'amendement ou de produits de récolte sur la parcelle aménagée est interdit ;

9° l'accès de véhicules motorisés à une parcelle aménagée est réglementé conformément au paragraphe 2 ;

10° l'accès du public à une parcelle aménagée est interdit ;

11° en cas de coulée boueuse ou de dépôt naturel de sédiments sur une épaisseur de plus de dix centimètres, de dépôts ou de dégâts occasionnés par des travaux temporaires d'utilité publique ou de dégâts causés par la faune sauvage, une remise en état ou une réimplantation du couvert de la parcelle est réalisée.

L'exigence prévue à l'alinéa 1^{er}, 2°, s'applique aux engagements souscrits avant le 1^{er} janvier 2023, pour la méthode n° 7 « parcelles aménagées » et la méthode n° 8 « bandes aménagées » prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques, uniquement s'ils font l'objet d'une demande d'extension à partir du 1^{er} janvier 2023 et uniquement pour les parcelles faisant l'objet de la demande d'extension.

§ 2. L'accès de véhicules motorisés à une parcelle aménagée est uniquement autorisé dans les hypothèses suivantes :

1° pour l'entretien de la parcelle aménagée, comme spécifié dans l'avis d'expert ;

2° pour l'entretien de ligneux adjacents à la parcelle aménagée et à condition qu'il n'existe pas d'autre accès ;

3° pour la réalisation de travaux agricoles ou l'exploitation de ligneux sur la parcelle adjacente à la parcelle aménagée et à condition qu'il n'existe pas d'autre accès.

Toute dégradation liée au passage de véhicules motorisés sur la parcelle aménagée fait l'objet d'une remise en état dans les meilleurs délais.

Section 5. — Mesure n° 10 « plan d'action agro-environnemental »

Art. 13. Une aide annuelle est octroyée aux agriculteurs exploitant des surfaces agricoles en Région wallonne et qui s'engagent à mettre en œuvre la mesure n° 10 « plan d'action agro-environnemental ». L'aide est calculée selon la formule suivante : $20 \cdot X + 0,05 \cdot Y$.

Pour l'application de la formule visée à l'alinéa 1^{er} :

1° « X » correspond au nombre d'hectares de surfaces agricoles de l'exploitation, tels que définis dans la demande unique pour l'année considérée et plafonnés à cinquante ;

2° « Y » correspond au montant total cumulé des aides agro-environnementale et climatiques, de l'aide à l'agriculture biologique et de l'aide aux éco-régimes perçues par l'agriculteur pour l'année considérée.

Art. 14. § 1^{er}. Les exigences à respecter dans le cadre de la mesure n° 10 « plan d'action agro-environnemental » sont les suivantes :

1° avant l'introduction de la demande d'aide par l'agriculteur, un expert visé à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques établit un plan d'action agro-environnemental conforme au paragraphe 2 ;

2° l'agriculteur exécute le plan d'action agro-environnemental durant toute la durée de l'engagement en intégrant les mises à jour visées au 3° ;

3° en cas de modification substantielle de l'exploitation ou de la survenance d'éléments susceptibles de faciliter ou de retarder la mise en œuvre du plan d'action agro-environnemental, ce dernier est mis à jour en collaboration avec l'expert ;

4° au terme de l'engagement, l'expert réalise un rapport d'évaluation sur base des résultats, des conclusions et des perspectives du plan d'action agro-environnemental eu égard aux objectifs initialement fixés ;

5° l'expert passe en revue les forces et les faiblesses de l'exploitation en matière agro-environnementale et climatique eu égard à la liste indicative des éléments suivants et en tenant compte des caractéristiques spécifiques de l'exploitation :

a) gestion de la fertilisation et du sol au moyen, entre autres, d'un cahier d'épandage, de plans de fumure, du compostage, de la biométhanisation, de la participation à des banques d'effluents, de la couverture hivernale du sol, de l'adoption de conseils pour une fertilisation raisonnée, d'un bilan d'azote, d'une analyse de fourrages et de calcul de rations, de l'analyse d'effluents organiques, de la présence de cultures à forte réduction d'intrants et d'applications localisées, d'analyses de surfaces agricoles, de la lutte et de la prévention contre l'érosion et du maintien ou de l'augmentation de la teneur en carbone des sols ;

b) gestion de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques ;

c) gestion du paysage et de l'aménité des abords de ferme comprenant l'intégration architecturale des différents bâtiments, l'entretien des abords de ferme, la visibilité d'éléments négatifs éventuels vis-à-vis des riverains et du public, l'utilisation de plantations pour l'aménagement des abords de ferme ou le caractère indigène des plantations ;

d) gestion des éléments de la biodiversité et du paysage dans la zone agricole comprenant la proportion occupée par le réseau écologique dans l'exploitation, l'exploitation appropriée des prairies marginales, l'adoption d'actions agro-environnementales de développement du réseau écologique et du paysage ainsi que de préservation de l'environnement en bordure des surfaces agricoles, la proportion de cours d'eau protégés, la proportion d'éléments ligneux entretenus chaque année, l'exploitation extensive de milieux naturels pour le compte d'associations ou de la Région wallonne, la création de milieux naturels tels que des mares ou des plantations, l'accueil de la petite faune inféodée aux bâtiments agricoles ou des actions de conservation du patrimoine agricole ;

e) effort d'épuration et autres aspects environnementaux.

§ 2. Le plan d'action agro-environnemental comprend les éléments suivants :

1° un diagnostic environnemental de l'exploitation mettant en évidence :

- a) les enjeux environnementaux prioritaires du territoire ;
- b) les forces et les faiblesses en matière d'application des bonnes pratiques agricoles et environnementales ;
- c) les forces et les faiblesses spécifiques à l'exploitation en matière d'effort agro-environnemental et identifiées sur base des éléments visés au paragraphe 1^{er}, 5°, avec un accent particulier sur ceux liés aux enjeux environnementaux prioritaires identifiés à l'échelle du territoire ;

2° une liste d'actions agro-environnementales à entreprendre au regard des enjeux prioritaires visés au 1°, comprenant l'adoption de bonnes pratiques agricoles et environnementales, l'engagement pour des mesures agro-environnementales et climatiques, la mise en œuvre d'éco-régimes ou de toute autre action susceptible de contribuer à la résolution des faiblesses et à la valorisation des forces de l'exploitation.

Les actions visées au 2° sont soit considérées comme des actions continues, soit assorties d'une échéance, fixée à l'horizon d'une année, de cinq années ou à plus long terme. Ces échéances sont basées sur les forces et les faiblesses spécifiques à l'exploitation et sur les enjeux environnementaux prioritaires du territoire.

§ 3. L'agriculteur marque son accord sur le plan d'action agro-environnemental et chacune de ses mises à jour.

§ 4. La reconduction du plan d'action agro-environnemental pour un nouvel engagement est conditionnée à un rapport d'évaluation attestant une exécution favorable du plan d'action agro-environnemental.

Section 6. — Mesure n° 11 « races locales menacées »

Art. 15. Une aide annuelle de 200 euros par bovin, 200 euros par cheval et 40 euros par mouton est octroyée aux agriculteurs qui détiennent des animaux répondant aux exigences visées à l'article 16.

Art. 16. L'aide visée à l'article 15 est octroyée pour les animaux répondant aux caractéristiques suivantes :

1° ils appartiennent à l'une des races locales menacées de disparition suivantes :

a) races bovines :

- i. bleue mixte, anciennement blanc-bleu mixte ;
- ii. rouge-pie de l'Est de la Belgique.

b) races ovines :

- i. mouton laitier belge ;
- ii. mouton Entre-Sambre et Meuse ;
- iii. mouton ardennais tacheté ;
- iv. mouton ardennais roux ;
- v. mouton Mergelland.

c) races chevalines :

- i. cheval de trait ardennais ;
- ii. cheval de trait belge.

2° ils participent à un programme de sélection pour l'une des races locales menacées de disparition, approuvé soit en Région wallonne, soit dans une autre région de Belgique ou un autre Etat membre de l'Union européenne avec une extension de sa zone géographique approuvée en Région wallonne conformément à l'arrêté du Gouvernement Wallon du 27 septembre 2018 relatif à l'élevage d'animaux et modifiant diverses dispositions relatives à l'élevage et au règlement (UE) n° 2016/1012 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 relatif à l'élevage d'animaux ;

3° ils sont inscrits dans une classe de la section principale ou, le cas échéant, de la section annexe d'un livre généalogique tenu dans le cadre d'un programme de sélection pour une race menacée de disparition ;

4° ils sont âgés d'au moins deux ans en ce qui concerne les chevaux et les bovins et d'au moins six mois en ce qui concerne les ovins ;

5° s'il s'agit de bovins, ils sont enregistrés dans Sanitel ;

6° s'il s'agit de moutons ou de chevaux, ils sont listés à la demande de l'organisme payeur dans l'application informatisée d'enregistrement des animaux mise à disposition par l'administration.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 3°, les animaux suivants sont inscrits exclusivement dans une classe de la section principale du livre généalogique :

1° les chevaux de trait belges ;

2° les moutons ardennais roux ;

3° les vaches de la race bleue mixte, lorsque l'agriculteur participe à un programme de sélection visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, depuis sept années ou plus.

En application de l'article 28, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, l'alinéa 2, 3°, ne s'applique pas aux engagements souscrits avant le 1^{er} janvier 2023 pour la méthode n° 11 « races locales menacées » en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques.

Section 7. — Mesure n° 12 « parcelles de céréales laissées sur pied »

Art. 17. Une aide annuelle de 2400 euros par hectare de surface agricole engagée est octroyée aux agriculteurs qui s'engagent à exploiter des terres arables dans le respect du cahier des charges visé à l'article 18.

En application de l'article 11, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques, l'aide n'est pas octroyée pour les terres arables désignées comme « bandes extensives » (UG 4) par l'article 2, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000.

Art. 18. § 1^{er}. Le cahier des charges de la mesure n° 12 « parcelles de céréales laissées sur pied » est constitué des exigences et interdictions suivantes :

1° l'agriculteur s'engage à ne pas récolter la culture présente et à la laisser sur pied jusqu'au dernier jour du mois de février sur l'entièreté de la superficie d'une ou de plusieurs parcelles ;

2° l'agriculteur s'engage à respecter le présent cahier des charges sur une superficie minimale de cinquante ares et de maximum dix hectares ;

3° les parcelles de céréales laissées sur pied sont composées d'une culture pure de céréales, d'un mélange de céréales ou d'un mélange de céréales et de légumineuses, semées aux densités usuelles ;

4° la composition du semis, qui a lieu chaque année, peut varier d'une année à l'autre ;

5° l'utilisation de produits phytopharmaceutiques sur une parcelle de céréales laissées sur pied est interdite du 1^{er} juillet au dernier jour inclus du mois de février de l'année suivante ;

6° les parcelles de céréales laissées sur pied ont une superficie comprise entre deux ares et un hectare ;

7° les parcelles de céréales laissées sur pied déclarées par un même agriculteur sont distantes d'au moins cent mètres les unes des autres et d'au moins cinquante mètres d'une surface boisée.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1°, la dernière année de l'engagement et à condition que l'engagement ne fasse pas l'objet d'un renouvellement conformément à l'article 7, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques, la culture est laissée sur pied jusqu'au 31 décembre.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 7°, l'on entend par « surfaces boisées » les étendues composées d'arbres ou d'arbustes implantés à faible distance les uns des autres de façon à constituer des couverts arbustifs denses, présentant les caractéristiques suivantes :

1° ils ont une superficie supérieure à trente ares ;

2° ils ont une largeur de plus de dix mètres ;

3° la distance maximale entre les couronnes des arbres ou des arbustes est de cinq mètres.

Sont assimilés aux surfaces boisées les éléments considérés comme leur étant accessoires, tels que les espaces couverts d'habitats naturels, les dépôts de bois, les gagnages, les marais, les étangs, les coupe-feu et les chemins.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, la liste des espèces de céréales admissibles pour leur implantation en culture pure figure à l'annexe 2.

Dans le cas d'un mélange de céréales et de légumineuses, le poids total des semences de céréales correspond à au moins 50 % du poids habituellement utilisé pour leur semis en culture pure. Le poids total des semences des espèces de légumineuses correspond à 20 % au moins du poids habituellement utilisé pour leur semis en culture pure. Le choix de la composition du mélange est à la discrétion de l'agriculteur

Les poids de semences habituellement utilisés pour le semis de céréales ou de légumineuses en culture pure sont ceux visés à l'article 30 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

L'admissibilité d'une culture est déterminée sur base du couvert en place le 31 mai.

Section 8. — Mesure n° 13 « autonomie fourragère »

Art. 19. § 1^{er}. Une aide annuelle dont les montants sont fixés comme suit est octroyée pour la superficie totale de prairies de l'exploitation aux agriculteurs qui s'engagent à respecter le cahier des charges visé à l'article 21 :

1° s'ils s'engagent à maintenir une charge en bétail moyenne inférieure ou égale à 1,4 UGB par hectare de surface fourragère, le montant de l'aide est de 60 euros par hectare ;

2° s'ils s'engagent à maintenir une charge en bétail moyenne inférieure ou égale à 1,8 UGB inclus par hectare de surface fourragère, le montant de l'aide est de 30 euros par hectare.

Si la charge en bétail moyenne est inférieure à 0,6 UGB par hectare de surface fourragère, l'aide est octroyée seulement pour la superficie de prairies nécessaire pour que la charge en bétail atteigne 0,6 UGB par hectare.

§ 2. L'aide n'est pas octroyée pour un montant inférieur à 100 euros calculé au niveau de l'exploitation.

Art. 20. § 1^{er}. Pour l'application des articles 19 et 21, la charge en bétail moyenne est calculée conformément à l'article 28 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

Art. 21. Le cahier des charges de la mesure n° 13 « autonomie fourragère » est constitué des exigences et interdictions suivantes :

1° l'agriculteur s'engage à maintenir l'une des charges en bétail moyennes suivantes par hectare de surface fourragère pendant toute la durée de l'engagement :

a) une charge en bétail moyenne inférieure ou égale à 1,4 UGB ;

b) une charge en bétail moyenne inférieure ou égale à 1,8 UGB.

2° l'utilisation d'engrais organiques ou de tout autre amendement organique autres que ceux produits par les animaux ayant servi à calculer la charge en bétail est interdite sur les prairies admissibles ;

3° l'utilisation de produits phytopharmaceutiques est interdite sur les prairies admissibles ;

4° la présence d'animaux ne répondant pas aux exigences prévues à l'article 28, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, sur les prairies admissibles est interdite.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2° et 4°, l'utilisation d'engrais organiques ou de tout autre amendement organique autres que ceux produits par les animaux ayant servi à établir la charge en bétail est autorisée sur les prairies admissibles sur lesquelles aucun engrais minéral n'est utilisé et pour autant que le taux de liaison au sol de l'exploitation tel que défini dans le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau soit inférieur ou égal à 0,6.

Section 9. — Mesure n° 14 « sols »

Art. 22. Pour l'application de la présente section, l'on entend par :

- 1° rapport COT/argile : le rapport entre la teneur en carbone organique totale du sol (« COT ») et la teneur en argile granulométrique (« argile ») évalué sur l'horizon de surface d'une parcelle considérée ;
- 2° bilan initial : le rapport COT/argile évalué la première année de l'engagement ;
- 3° bilan final : le rapport COT/argile évalué la dernière année de l'engagement ;
- 4° organisation : l'organisation à laquelle le Ministre a confié la mission de garantir le développement d'outils de maîtrise de la qualité des analyses et des conseils intervenant pour une agriculture raisonnée en Wallonie.

Art. 23. Une aide calculée conformément à l'article 25 est octroyée moyennant le respect des conditions suivantes :

- 1° la première année de l'engagement, plus de 30 % de la superficie totale des surfaces agricoles de l'exploitation sont des terres arables ;
- 2° la première année de l'engagement, au moins 90 % de la superficie totale des surfaces agricoles admissibles de l'exploitation fait l'objet de l'engagement ;
- 3° la première année de l'engagement, l'agriculteur est engagé dans l'éco-régime « couverture longue du sol », conformément à l'article 3, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes ;
- 4° la première et la dernière année de l'engagement, l'agriculteur soumet l'ensemble des surfaces agricoles faisant l'objet de l'engagement à un bilan portant sur leur rapport COT/argile réalisé conformément à l'article 24.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2°, toute parcelle de surface agricole de l'exploitation est admissible à l'engagement, à l'exception :

- 1° des parcelles de terres arables et de cultures permanentes présentant une sensibilité élevée, très élevée ou extrême à l'érosion, visées à l'article 54, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;
- 2° des parcelles de terres arables qui ont été converties à partir d'une prairie permanente au cours des cinq années précédant l'année d'introduction de la demande d'aide.

Art. 24. § 1^{er}. L'agriculteur introduit une demande en vue de la réalisation du bilan initial ou final auprès d'un laboratoire répondant aux critères prévus à l'article 26, § 1^{er}, et sélectionné sur base de la procédure prévue à l'article 26, § 3, au plus tard dans les quinze jours à compter de la date limite pour la modification de la demande unique, fixée conformément à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

§ 2. Le bilan initial et le bilan final sont réalisés sur base de la procédure reprise en annexe 3.

§ 3. Le bilan est réalisé par le laboratoire et transmis à l'agriculteur et à l'organisation au plus tard le 30 octobre de l'année en cours.

§ 4. L'organisation transmet le bilan à l'organisme payeur au plus tard le 30 novembre de l'année concernée.

Dans l'hypothèse visée au paragraphe 5, seul le bilan consécutif à la contre-analyse est transmis à l'organisme payeur au plus tard à la date visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 5. L'agriculteur peut contester le résultat du bilan auprès de l'organisation dans les quinze jours à compter de son envoi par le laboratoire.

Une contre-analyse est réalisée par un laboratoire désigné par l'organisation. Le résultat de la contre-analyse est transmis à l'agriculteur et à l'organisme payeur conformément au paragraphe 4, alinéa 2, au plus tard à la date visée au paragraphe 4.

§ 6. L'agriculteur et le laboratoire tiennent à disposition de l'organisme payeur et de l'organisation le bilan et les documents qui y sont liés.

Art. 25. § 1^{er}. Chaque année, un montant forfaitaire de 100 euros est octroyé à l'agriculteur.

§ 2. Pour chaque tranche annuelle, l'aide est octroyée comme suit pour l'ensemble de la superficie engagée :

- 1° pour les parcelles engagées présentant un rapport COT/argile « défavorable », aucune aide n'est octroyée ;
- 2° pour les parcelles engagées présentant un rapport le COT/argile « en transition », le montant de l'aide est de 80 euros par hectare ;
- 3° pour les parcelles engagées présentant un rapport COT/argile « favorable », le montant de l'aide est de 150 euros par hectare.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, les classes « défavorable », « en transition » et « favorable » du rapport COT/argile sont déterminées conformément à l'annexe 3.

Si la première année de l'engagement la proportion de la superficie totale des terres arables de l'exploitation est inférieure à 60 % de la superficie totale des surfaces agricoles de l'exploitation, les montants visés à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, font l'objet d'une diminution linéaire calculée selon la formule suivante : $X = Y*(Z - 30)/30$.

Pour l'application de la formule visée à l'alinéa 3 :

1° « X » correspond au montant de l'aide ;

2° « Y » correspond au montant concerné visé à l'alinéa 1^{er}, 2° ou 3° ;

3° « Z » correspond à la proportion de la superficie totale des terres arables de l'exploitation par rapport à la superficie totale des surfaces agricoles de l'exploitation la première année de l'engagement.

En application de l'article 11, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques, l'aide visée à l'alinéa 1^{er} n'est pas octroyée pour :

1° les parcelles de terres arables et de cultures permanentes présentant une sensibilité élevée, très élevée ou extrême à l'érosion, visées à l'article 54, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

2° les parcelles de terres arables qui ont été converties à partir d'une prairie permanente au cours des cinq années précédant l'année d'introduction de la demande de paiement.

§ 3. Aucune aide n'est octroyée la dernière année de l'engagement dans les hypothèses suivantes :

1° la superficie totale des parcelles engagées présentant un rapport COT/argile « défavorable » lors du bilan final a augmenté de plus de 5 % par rapport au bilan initial ;

2° la superficie totale des parcelles engagées présentant un rapport COT/argile « favorable » lors du bilan final a diminué de plus de 5 % par rapport au bilan initial.

La dernière année de l'engagement, à condition que l'agriculteur ait souscrit à l'éco-régime « couverture longue du sol » conformément à l'article 3, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes pendant toute la durée de l'engagement, les montants déterminés sur base du paragraphe 2 sont augmentés comme suit :

1° pour les parcelles engagées dont le rapport COT/argile évolue de « défavorable » à « en transition » entre le bilan initial et le bilan final, une aide supplémentaire de 200 euros par hectare est octroyée ;

2° pour les parcelles engagées dont le bilan COT/argile évolue de « défavorable » ou de « en transition » à « favorable » entre le bilan initial et le bilan final, une aide supplémentaire de 280 euros par hectare est octroyée.

§ 4. Pour les tranches annuelles correspondant aux quatre premières années de l'engagement, l'aide est déterminée sur base du rapport COT/argile déterminé lors du bilan initial. Pour la tranche annuelle correspondant à la dernière année de l'engagement, l'aide est déterminée sur base du rapport COT/argile déterminé lors du bilan final.

§ 5. Aucune aide n'est octroyée pour la rémunération d'une surface inférieure à un hectare au niveau de l'exploitation.

Art. 26. § 1^{er}. Les laboratoires visés à l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, répondent aux critères cumulatifs suivants :

1° ils sont indépendants des agriculteurs auxquels ils délivrent un bilan ;

2° ils disposent du matériel et des moyens techniques, informatiques et humains nécessaires à la réalisation du bilan, ainsi que d'un système de gestion de la qualité couvert par le système d'accréditation ISO 17025 incluant au minimum un paramètre analysé dans la matrice sol ;

3° ils s'engagent à réaliser les bilans conformément à la procédure prévue à l'annexe 3, à participer aux essais inter-laboratoires portant sur les paramètres du rapport COT/argile et à suivre toute formation dispensée en vue de la réalisation du bilan ;

4° le laboratoire est lié par une collaboration professionnelle avec l'organisation.

§ 2. Les critères visés au paragraphe 1^{er} sont vérifiés au moyen des éléments suivants :

1° concernant le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, une déclaration sur l'honneur dans laquelle le laboratoire s'engage à éviter tout conflit d'intérêt ;

2° concernant le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, la liste des préleveurs et des responsables du laboratoire intervenant dans la réalisation du bilan ainsi qu'une copie des conclusions et des parties pertinentes de l'audit réalisé dans le cadre de l'accréditation ISO 17025 ;

3° concernant le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, la preuve de l'engagement prévu au paragraphe 1^{er}, 3° ;

4° concernant le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, la preuve d'une collaboration professionnelle liant le laboratoire à l'organisation.

§ 3. La procédure de désignation des laboratoires compétents est fixée comme suit :

1° le 1^{er} janvier de chaque année au plus tard, l'organisation fournit à l'organisme payeur la liste complète des laboratoires répondant aux critères de désignation et tient à disposition de l'organisme payeur les éléments de vérification visés au paragraphe 2 ;

2° l'organisme payeur valide la liste des laboratoires compétents sur base des renseignements fournis par l'organisation et, le cas échéant, après vérification des critères de désignation ;

3° l'organisme payeur notifie à l'organisation les laboratoires dont il valide la désignation et ce dans un délai d'un mois à compter de la réception de la liste des laboratoires répondant aux critères de désignation ;

4° la liste des laboratoires dont la désignation est validée par l'organisme payeur est tenue à disposition des agriculteurs ;

5° l'organisation notifie sans délai l'organisme payeur de toute modification de la liste visée au 1°.

La procédure visée à l'alinéa 1^{er}, 1° à 4°, s'applique aux modifications de la liste.

Namur, le 23 février 2023.

W. BORSUS

Annexe n° 1. Liste des espèces de légumineuses de base et des autres dicotylées admissibles pour l'implantation de tournières enherbées

1° Légumineuses de base :

- Lotier corniculé (*Lotus corniculatus*) ;
- Luzerne cultivée (*Medicago sativa*) ;
- Luzerne lupuline ou minette (*Medicago lupulina*) ;
- Sainfoin ou esparcette (*Onobrychis viciifolia*) ;
- Trèfle blanc (*Trifolium repens*) ;
- Trèfle violet (*Trifolium pratense*) ;

2° Autres dicotylées :

- Bleuet (*Cyanus segetum*) ;
- Brunelle commune (*Prunella vulgaris*) ;
- Carotte sauvage (*Daucus carota*) ;
- Cerfeuil sauvage (*Anthriscus cerefolium*) ;
- Chicorée (*Cichorium intybus*) ;
- Consoude officinale (*Symphytum officinale*) ;
- Consoude rude (*Symphytum asperum*) ;
- Coquelicot (*Papaver rhoeas*) ;
- Crépis des prés (*Crepis biennis*) ;

- Eupatoires à feuilles de chanvre (*Eupatorium cannabinum*) ;
- Knautie des champs (*Knautia arvensis*) ;
- Lychnis fleur de coucou ou œillet des prés (*Silene flos-cuculi*) ;
- Marguerite (*Leucanthemum vulgare*) ;
- Mauve musquée (*Malva moschata*) ;
- Mauve des bois (*Malva sylvestris*) ;
- Mélilot blanc (*Melilotus albus*) ;
- Mélilot officinal (*Melilotus officinalis*) ;
- Menthe aquatique (*Mentha aquatica*) ;
- Millepertuis (*Hypericum perforatum*) ;
- Origan commun (*Origanum vulgare*) ;
- Oseille des prés (*Rumex arifolius*) ;
- Pavot douteux (*Papaver dubium*) ;
- Plantain lancéolé (*Plantago lanceolata*) ;
- Réséda jaune (*Reseda lutea*) ;
- Salicaire commune (*Lythrum salicaria*) ;
- Scrofulaire noueuse (*Scrophularia nodosa*) ;
- Trèfle hybride (*Trifolium hybridum*) ;
- Trèfle incarnat (*Trifolium incarnatum*) ;
- Vipérine commune (*Echium vulgare*).

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques.

Namur, le 23 février 2023.

W. BORSUS

Annexe n° 2. Liste des espèces de céréales pour l'implantation de parcelles de céréales laissées sur pied en culture pure

- Épeautre d'hiver ou de printemps (*Triticum spelta*) ;
- Froment d'hiver ou de printemps (*Triticum aestivum*) ;
- Triticale d'hiver ou de printemps (×*Triticosecale*).

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques.

Namur, le 23 février 2023.

W. BORSUS

Annexe n° 3. Méthode d'évaluation du rapport COT/argile des parcelles admissibles et engagées dans la mesure agro-environnementale et climatique n° 14 » sols »

1) Seuils de l'indicateur à prendre en compte pour le classement du rapport COT/argile en situation « défavorable », « transition » et « favorable »

Type de sol (% argile)	Rapport COT/argile « défavorable »	Rapport COT/argile « en transition »	Rapport COT/argile « favorable »
Léger (< 12%)	< 14%	14 – 17%	> 17%
Moyen (12 – 19%)	< 8%	8 - 10%	> 10%
Lourd (> 19%)	< 6%	6 – 9%	> 9%

2) Procédure pour la réalisation des bilans portant sur le rapport COT/argile

a. Méthodes de prélèvement et d'échantillonnage et nombre minimum de prélèvements à effectuer pour les bilans

Le laboratoire en charge de réaliser un bilan sur le rapport COT/argile de parcelles engagées réalise le prélèvement de sol conformément aux méthodes de référence suivantes du Compendium wallon des méthodes d'échantillonnage et d'analyses (ci-après « CWEA ») visé à l'article 18, § 2, du Décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, approuvé par le Ministre de l'Environnement conformément à l'article 84, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et l'assainissement des sols :

- Méthode concernant le flaconnage, le transport et la conservation des échantillons (P-1) ;
- Méthode pour le géoréférencement des points de prélèvement et de mesure (P-8) ;
- Méthode pour la dénomination des échantillons (P-10) ;
- Méthode d'échantillonnage des terres agricoles (P-11).

Par dérogation aux critères de détermination des zones homogènes prévus au point 4.4 de la méthode d'échantillonnage des terres agricoles (P-11), les critères d'homogénéité devant être suivis dans le cadre de l'établissement d'un bilan sur le rapport COT/argile sont les suivants :

- l'historique de l'occupation du sol au cours des cinq années précédant la date de l'échantillonnage, en distinguant au minimum les occupations suivantes : terres arables, prairies permanentes et cultures permanentes ;
- la pédologie, en se basant au minimum sur la Carte des Principaux Types de sol de Wallonie, et sur des critères complémentaires si des particularités différentes sont mises en évidence au niveau du sol (notamment couleur, structure, texture, profondeur, éléments grossiers, drainage et substrat) ou via l'état végétatif de la végétation en place ;
- la topographie, dans la mesure où cela est justifié ;
- la conduite de la parcelle (notamment précédent cultural, apports d'engrais ou d'amendements).

La zone homogène déterminée au sein d'une parcelle peut être regroupée avec une zone homogène d'une autre parcelle engagée de l'exploitation au sein d'un groupe homogène commun pour autant que les critères d'homogénéité des zones regroupées soient équivalents. Un groupe homogène peut n'être constitué que d'une seule zone homogène. Le laboratoire établit la liste des groupes homogènes permettant de couvrir l'ensemble des parcelles engagées et précise le degré d'appartenance de chaque parcelle au groupe homogène concerné en fonction de la proportion de la surface de la parcelle couverte par ce groupe. Chaque groupe homogène doit faire l'objet d'au moins un prélèvement de sol.

Au moins 25 % de la surface engagée de l'exploitation et du nombre de parcelles engagées, doit avoir fait l'objet d'un échantillonnage. Ces 25 % couvrent prioritairement les parcelles de terres arables engagées.

Au total, un minimum de cinq échantillons de parcelles différentes doit être prélevé, pour autant qu'au moins cinq parcelles soient engagées. Lorsque le nombre de parcelles engagées est inférieur à cinq, l'ensemble des parcelles engagées doit faire l'objet d'un prélèvement.

b. Méthodes d'analyse des échantillons de sol

Pour l'analyse de la teneur en carbone organique totale du sol lors de la réalisation du bilan initial sur le rapport COT/argile, le laboratoire procède à l'analyse des échantillons de sol conformément à l'une des méthodes de référence suivantes du CWEA, approuvé par le Ministre de l'Environnement conformément à l'article 84, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et l'assainissement des sols :

- Méthode de détermination du carbone organique et total par combustion sèche (S-III-8.1) ou son équivalent déterminé par spectrométrie infra-rouge pour autant que cette dernière ait fait l'objet d'une validation ;

- Méthode de détermination du carbone organique par oxydation sulfochromique (S-II-8.2) ou son équivalent déterminé par spectrométrie infra-rouge pour autant que cette dernière ait fait l'objet d'une validation.

Pour l'analyse de la teneur en argile granulométrique du sol lors de la réalisation du bilan initial sur le rapport COT/argile, en l'attente d'une méthode définie dans le CWEA à cet effet, le laboratoire en charge du bilan des parcelles engagées applique la méthode dite « de la pipette » (méthode dérivée de la norme française NF-X-31-107) ou utilise la couche cartographique de la teneur en argile de l'horizon de surface définie et mise à disposition à cet effet par l'administration.

Les résultats d'analyses de la teneur en carbone organique total ou en argile granulométrique du sol réalisées au cours de l'année d'introduction de la demande d'aide conformément aux procédures de prélèvement et d'analyse définies aux points a. et b. peuvent être utilisés dans le cadre de la réalisation du bilan initial.

Pour la réalisation du bilan final sur le rapport COT/argile, les analyses de la teneur en carbone organique total du sol et de la teneur en argile granulométrique du sol doivent être réalisées selon les mêmes méthodes que celles utilisées lors de la réalisation du bilan initial.

c. Attribution des résultats des analyses du rapport COT/argile à l'ensemble des parcelles engagées

Les résultats des analyses du rapport COT/argile sont moyennés par groupe homogène.

Le résultat du rapport COT/argile à attribuer à chaque parcelle se fait au prorata de la surface du groupe homogène présente au sein de la parcelle. Le bilan précise pour chaque parcelle le classement du rapport COT/argile selon le caractère « favorable », « en transition » ou « défavorable » du rapport.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques.

Namur, le 23 février 2023.

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/42745]

23. FEBRUAR 2023 — Ministerieller Erlass zur Ausführung des Erlasses vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen

Der Minister für Landwirtschaft,

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanzierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 sowie der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013;

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/2116 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.17 § 3 Absatz 2, D.241, D.242 Absätze 1 und 2, D.243, D.249 Absätze 1 und 2 Ziffer 3 und D.251;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2015 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen, Artikel 4 Absatz 2, 5 § 1, 11 § 3, 12, 18 § 1 Absatz 2 und 28 § 2;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 18. November 2022;

Aufgrund der am 16. November 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 1. Dezember 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 15. Dezember 2022 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 22. Dezember 2022 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, in Anwendung von Artikel 84 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 Paragraph 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat,
Beschließt:

KAPITEL 1 — *Gemeinsame Bestimmungen für mehrere Interventionen*

Abschnitt 1 Begriffsbestimmungen

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Konditionalität;

2° Sammelantrag: der Sammelantrag im Sinne von Artikel D.28 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

3° Landschaftsmerkmale: die Landschaftsmerkmale im Sinne von Artikel 2 § 1 Absatz 1 Ziffer 32 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

4° Grünland: jede landwirtschaftliche Fläche, die im Rahmen des Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems als Dauergrünland, als Wechselgrünland, das dazu bestimmt ist, zu Dauergrünland zu werden, oder als Hochstamm-Obstgärten mit 50 bis 250 Bäumen pro Hektar angegeben ist, mit Ausnahme von Auslauflächen für Schweine und Geflügel;

5° Sanitel: die elektronische Datenbank der Föderalen Agentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette, die in Artikel 2 Paragraph 2 Ziffer 1 des Königlichen Erlasses vom 20. Mai 2022 über die Identifizierung und Registrierung von bestimmten Huftieren, Geflügel, Kaninchen und bestimmten Vögeln genannt wird;

6° Futterfläche: die gemäß Artikel 18 Paragraph 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für die ökologische/biologische Landwirtschaft bestimmte Futterfläche;

7° Ackerland: Ackerland im Sinne von Artikel 2 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 47 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023.

8° GVE: die Großvieheinheit im Sinne von Artikel 2 § 1 Absatz 1 Ziffer 48 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023.

Abschnitt 2 — Verfahren zur Benennung der Sachverständigen gemäß Artikel 5 des Erlasses vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen

Art. 2 - § 1. In Anwendung von Artikel 5 § 1 Absatz 1 des Erlasses vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen gelten für die Benennung der zuständigen Sachverständigen folgende Kriterien:

1° der Sachverständige ist unabhängig vom Landwirt, dem er sein Gutachten ausstellt;

2° der Sachverständige verfügt über die für die Erstellung von Gutachten erforderliche technische und wissenschaftliche Erfahrung;

3° der Sachverständige hängt von der Organisation ab, der der Minister eine Informations-, Beratungs- und Betreuungsaufgabe in Bezug auf die Umsetzung der Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen übertragen hat.

Die in Absatz 1 Ziffer 2 genannte technische und wissenschaftliche Erfahrung wird unter Berücksichtigung der folgenden Kompetenzen bewertet:

1° über eine technische oder wissenschaftliche Ausbildung des kurzen oder langen Typs in den Bereichen Biologie, Landwirtschaft, Forstwirtschaft oder Umwelt oder eine mindestens fünfjährige nachgewiesene Berufserfahrung verfügen, die von der Zahlstelle als gleichwertig angesehen wird;

2° Kenntnisse über landwirtschaftliche Techniken und Praktiken haben, die sich auf die Umwelt im Agrargebiet auswirken;

3° über Kenntnisse der Herausforderungen, des rechtlichen Rahmens und des technischen Rahmens der Umwelt- und Klimaarchitektur der Gemeinsamen Agrarpolitik verfügen;

4° über Kenntnisse der angemessenen Kartierungsinstrumente verfügen;

5° über angemessene Kompetenzen in den Bereichen Kommunikation und Bürotechnik verfügen, um klare, objektive und wissenschaftlich fundierte technische Gutachten zu erstellen.

§ 2. Die in Paragraph 1 genannten Kriterien werden anhand folgender Elemente überprüft:

1° in Bezug auf Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1 eine ehrenwörtliche Erklärung, in der sich der Sachverständige verpflichtet, jede Situation eines Interessenkonflikts zu vermeiden;

2° in Bezug auf Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 eine Kopie des Lebenslaufs, der Diplome, der Veröffentlichungen des Sachverständigen und jegliche sonstige Nachweise;

4° in Bezug auf Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 3 den Nachweis einer beruflichen Zusammenarbeit, die den Sachverständigen mit der betreffenden Organisation verbindet.

§ 3. Das Verfahren zur Bezeichnung der zuständigen Sachverständigen wird wie folgt festgelegt:

1° Die in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 3 genannte Organisation übermittelt der Zahlstelle bis zum 1. Januar jeden Jahres eine vollständige Liste der natürlichen Personen, die die Kriterien für die Benennung erfüllen, und hält die in Paragraph 2 genannten Überprüfungselemente für die Zahlstelle bereit;

2° die Zahlstelle validiert die Liste der zuständigen Sachverständigen auf der Grundlage der von der Organisation bereitgestellten Informationen und gegebenenfalls nach Überprüfung der Kriterien für die Benennung;

3° die Zahlstelle übermittelt der Organisation innerhalb eines Monats nach Erhalt der Liste der natürlichen Personen, die die Kriterien für die Benennung erfüllen, die Liste der Sachverständigen, deren Benennung sie für gültig erklärt;

4° die Organisation teilt der Zahlstelle unverzüglich jede Änderung der in Ziffer 1 genannten Liste mit.

Für Änderungen der Liste der Sachverständigen gilt das in Absatz 1 Ziffern 1 bis 3 genannte Verfahren.

KAPITEL 2 — *Lastenhefte für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen**Abschnitt 1 — Maßnahme Nr. 2 "Naturnahes Grünland"*

Art. 3 - Landwirten, die sich verpflichten, Grünland gemäß dem in Artikel 4 genannten Lastenheft zu bewirtschaften, wird eine jährliche Beihilfe in Höhe von 220 EUR pro Hektar landwirtschaftlich genutzter Fläche, die Gegenstand der Verpflichtung ist, gewährt.

Die Beihilfe wird für höchstens 50 % der Fläche des Betriebs, die im Rahmen der Maßnahme beihilfezulässig ist, gewährt. Diese Begrenzung gilt nicht für die ersten zehn Hektar.

Die Beihilfe wird nicht für einen auf Betriebsebene berechneten Betrag von weniger als 100 EUR gewährt.

In Anwendung von Artikel 11 § 3 des Erlasses vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen wird die Beihilfe nicht für Grünland gewährt, das als Bewirtschaftungseinheit "prioritäre offene Lebensräume" (BE 2), "Wiesen als Lebensraum von Arten" (BE 3), "extensive Streifen" (BE 4), "unter Schutz gestellte Gebiete" (BE temp 1) oder "öffentlich verwaltete Gebiete" (BE temp 2) gemäß Artikel 2 Ziffern 2 bis 4, 14 bzw. 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, ausgewiesen ist.

Art. 4 - § 1. Das Lastenheft der Maßnahme Nr. 2 "Naturnahes Grünland" umfasst die folgenden Anforderungen und Verbote:

1° alle Eingriffe, die zwischen dem 1. November und dem 15. Juni einschließlich auf naturnahem Grünland durchgeführt werden, sind untersagt;

2° die landwirtschaftliche Tätigkeit auf naturnahem Grünland ist zwischen dem 16. Juni und dem 31. Oktober einschließlich auf die Beweidung und die Mahd des Grasaufwuchses mit Ernte des Mähguts beschränkt;

3° die Verabreichung von Kraft- oder Futtermitteln auf naturnahem Grünland ist untersagt;

4° die Verwendung von mineralischen Düngemitteln und Pflanzenschutzmitteln auf naturnahem Grünland ist untersagt.

Abweichend von Absatz 1 Ziffer 1 sind erlaubt:

1° das Ausbringen von organischen Düngemitteln während der in den Artikeln R.200, R.201 und R.203 des Wassergesetzbuches vorgesehenen Zeiträume;

2° die Verwaltung der Landschaftsmerkmale während des in den Artikeln 72, 74 und 75 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 vorgesehenen Zeitraums;

3° die oberflächliche Begradigung des Bodens durch Verstreichen von Maulwurfshügeln oder durch die Wiederherstellung nach Schwarzwildschäden, vom 1. Januar bis einschließlich 15. April.

§ 2. Bei der Mahd von naturnahem Grünland wird bis zur nächsten Mahd oder Beweidung eine ungemähte Fluchtzone aus einer begrasteten Bodenbedeckung mit einer Fläche von mindestens 5 % der Fläche der Parzelle erhalten.

Naturnahes Grünland darf während drei bzw. sechs Wochen nach der letzten Intervention nicht beweidet oder gemäht werden.

Die Lage einer Fluchtzone bleibt innerhalb eines Jahres gleich.

Abschnitt 2 — Maßnahme Nr. 4 "Biologisch wertvolles Grünland"

Art. 5 - § 1. Landwirten, die sich verpflichten, Grünland gemäß dem in Artikel 6 genannten Lastenheft zu bewirtschaften, wird eine jährliche Beihilfe in Höhe von 470 EUR pro Hektar landwirtschaftlich genutzter Fläche, die Gegenstand der Verpflichtung ist, gewährt.

In Anwendung von Artikel 11 § 3 des Erlasses vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen wird der Beihilfebetrags auf 250 EUR pro Hektar für Grünland gesenkt, das als Bewirtschaftungseinheit "prioritäre offene Lebensräume" (BE 2), "Wiesen als Lebensraum von Arten" (BE 3), "extensive Streifen" (BE 4), "unter Schutz gestellte Gebiete" (BE temp 1) oder "öffentlich verwaltete Gebiete" (BE temp 2) gemäß Artikel 2 Ziffern 2, 3, 14 bzw. 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, ausgewiesen ist.

Die Beihilfe wird nicht für Grünland gewährt, das gemäß Artikel 2 Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, als "extensive Streifen" (BE 4) bezeichnet wird.

Art. 6 - § 1. Das Lastenheft der Maßnahme Nr. 4 "Biologisch wertvolles Grünland" umfasst die folgenden Anforderungen und Verbote:

1° das Grünland ist Gegenstand einer vorherigen Diagnose hinsichtlich seines biologischen Wertes, auf deren Grundlage der Sachverständige eine Stellungnahme abgibt, die relevante Anforderungen unter Berücksichtigung der lokalen landwirtschaftlichen und ökologischen Zwänge oder Herausforderungen enthält;

2° während eines in dem Sachverständigengutachten festgelegten Zeitraums sind alle anderen als die in Ziffer 3 genannten Eingriffe auf biologisch wertvollem Grünland untersagt;

3° während eines im Sachverständigengutachten festgelegten Zeitraums ist die Nutzung von biologisch wertvollem Grünland auf die Beweidung, die Mahd des Grasaufwuchses und - sofern im Gutachten nicht anders angegeben - die Ernte des Mähguts beschränkt;

4° die Verabreichung von Kraft- oder Futtermitteln an die auf biologisch wertvollem Grünland vorhandenen Tiere ist untersagt;

5° die Verwendung von Düngemitteln oder anderen Bodenverbesserungsmitteln auf biologisch wertvollem Grünland ist untersagt;

6° die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln auf biologisch wertvollem Grünland ist untersagt;

7° die Aussaat oder die Nachsaat auf biologisch wertvollem Grünland ist untersagt;

8° Entwässerungs- und Reinigungsarbeiten in den Gräben auf biologisch wertvollem Grünland sind untersagt.

§ 2. Von den Verboten und Anforderungen in Absatz 1 Ziffern 2, 4, 5, 7 und 8 kann unter Umständen, die vom Sachverständigen ordnungsgemäß beschrieben und begründet werden, abgewichen werden.

§ 3. Bei der Mahd von biologisch wertvollem Grünland wird bis zur nächsten Mahd oder Beweidung ein ungemähter Fluchtstreifen aus einer begrasten Bodenbedeckung mit einer Fläche von mindestens 10 % der Fläche der Parzelle erhalten.

Biologisch wertvolles Grünland darf während drei bzw. sechs Wochen nach der letzten Intervention nicht beweidet oder gemäht werden, es sei denn, in dem Sachverständigengutachten wird etwas anderes bestimmt, das ordnungsgemäß beschrieben und begründet ist.

Die Lage einer Fluchtzone bleibt innerhalb eines Jahres gleich, außer in Ausnahmefällen, die vom Sachverständigen ordnungsgemäß beschrieben und begründet werden.

§ 4. Die bei der Beweidung von biologisch wertvollem Grünland anfallenden Tierausscheidungen fallen nicht unter das Verbot gemäß Paragraf 1 Ziffer 5.

Abschnitt 3 — Maßnahme Nr. 5 "Begraste Wendeflächen"

Art. 7 - Eine jährliche Beihilfe in Höhe von 1.100 EUR pro Hektar landwirtschaftliche Fläche, für die eine Verpflichtung eingegangen wurde, wird Landwirten gewährt, die sich verpflichten, Ackerland unter Einhaltung des in den Artikeln 8 bis 10 des genannten Lastenhefts bewirtschaften.

In Anwendung von Artikel 11 § 3 des Erlasses vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen wird die Beihilfe nicht für Ackerland gewährt, das als Bewirtschaftungseinheit "extensive Streifen" (BE 4) gemäß Artikel 2 Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2000. Mai zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura -Gebiets befinden können, ausgewiesen ist.

Art. 8 - Das Lastenheft der Maßnahme Nr. 5 "Begraste Wendeflächen" umfasst die folgenden Anforderungen und Verbote:

- 1° die begraste Wendefläche ist auf Ackerland angelegt;
- 2° die begraste Wendefläche grenzt an mindestens eine Parzelle, die während der gesamten Dauer der Verpflichtung als Ackerland genutzt wird;
- 3° die zulässige Breite einer begrastten Wendefläche beträgt zwischen 10 und 20 m einschließlich, wobei mindestens 10 m davon aus einer begrastten Bodenbedeckung bestehen müssen;
- 4° zwei begraste Wendeflächen dürfen nicht längs aneinander grenzen;
- 5° der begraste Wendeflächen weist eine Fläche von mindestens zwei Ar auf;
- 6° die Fläche des Betriebs, auf der begraste Wendeflächen angelegt sind, beträgt mindestens 20 Ar;
- 7° das Anlegen einer begrastten Wendefläche entspricht den Bestimmungen von Artikel 9;
- 8° die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln, Düngemitteln oder anderen Bodenverbesserungsmitteln auf einer begrastten Wendefläche ist untersagt;
- 9° die Ablagerung von Dünger, Bodenverbesserungsmitteln oder Ernteprodukten auf einer begrastten Wendefläche ist untersagt;
- 10° das vorübergehende Aufstellen von Bienenstöcken und das Anbringen von Faschinen auf einer begrastten Wendefläche ist erlaubt;
- 11° vom 1. November bis einschließlich 15. Juli dürfen keine Tätigkeiten auf einer begrastten Wendefläche durchgeführt werden;
- 12° die landwirtschaftliche Tätigkeit auf einer begrastten Wendefläche ist zwischen dem 16. Juli und dem 31. Oktober einschließlich auf die Mahd des Grasaufwuchses mit Ernte des Mähguts und die Beweidung und durch Schafe beschränkt;
- 13° Der Zugang von Kraftfahrzeugen zu einer begrastten Wendefläche wird gemäß Artikel 10 geregelt;
- 14° der Zugang der Öffentlichkeit zu einer begrastten Wendefläche ist untersagt;
- 15° im Falle von Schlammlawinen oder natürlichen Ablagerungen von Sedimenten mit einer Schichtstärke von mehr als zehn Zentimetern, Ablagerungen oder Schäden, die durch im öffentlichen Interesse durchgeführte zeitweilige Arbeiten verursacht wurden, oder Schäden durch Wildtiere, wird eine Wiederherstellung oder Neubepflanzung der begrastten Wendefläche durchgeführt.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 darf während der Verpflichtung die Parzelle, die an die begraste Wendefläche angrenzt, nicht länger als drei Jahre ununterbrochen eine Pflanzendecke aufweisen.

In Abweichung von Absatz 1 Ziffer 4 können zwei begraste Wendeflächen in Längsrichtung aneinandergrenzen, wenn die ursprüngliche Konfiguration des betreffenden Teils der Ackerlandparzelle, auf der sie angelegt wurde, eine Breite zwischen 20 m und 40 m aufwies.

In Abweichung von Absatz 1 Ziffer 11 kann im Falle der Einsaat der begrastten Wendefläche in den ersten drei Monaten ab dem Datum des Anlegens eine einmalige Mahd durch Rückschnitt ohne Ernte des Mähguts erfolgen.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 12 gilt, dass im Falle der Beweidung oder der Mahd der begrastten Wendefläche ein Fluchtstreifen von mindestens zwei Metern Breite erhalten bleibt, der weder gemäht noch beweidet wird und eine begraste Bodenbedeckung aufweist. Die Lage des Fluchtstreifens bleibt innerhalb eines Jahres gleich.

Art. 9 - Das Anlegen einer begrastten Wendefläche besteht entweder in der Aufrechterhaltung der bereits vorhandenen Bodendecke, wenn die Parzelle am ersten Tag der Verpflichtung bereits von einer begrastten Wendefläche oder einer im Rahmen einer früheren, abgelaufenen Verpflichtung angelegten Parzelle bedeckt ist, oder in der Aussaat einer Artenmischung bis spätestens 31. Mai des Jahres, in dem der erste Zahlungsantrag eingereicht wurde.

Bei der Aussaat auf der begrastten Wendefläche liegt die Wahl der Zusammensetzung der Artenmischung im Ermessen des Landwirts, sofern folgende Anforderungen eingehalten werden:

- 1° das Gesamtgewicht des Saatguts von Gräsern liegt zwischen 40 % und 85 % des üblicherweise für ihre Aussaat in Reinkultur verwendeten Gewichts;
- 2° das Gesamtgewicht des Saatguts von englischem Ray-Gras, Wiesenlieschgras, Knäuelgras, Rohr-Schwingel und Wiesen-Schwingel darf nicht mehr als 30 % des Gewichts betragen, das üblicherweise für ihre Aussaat in Reinkultur verwendet wird;
- 3° nicht-ausdauernde oder sehr intensive Pflanzen, wie u.a. das hybride, italienische oder Westerworld Raygras sowie Trespen, die angebaut werden, sind ausgeschlossen;

4° mindestens drei Arten von Basisleguminosen sind in der Mischung enthalten, wobei jede Art mindestens 5 % des Gewichts ausmacht, das üblicherweise für ihre Aussaat in Reinkultur verwendet wird;

5° das Gesamtgewicht des Saatguts von Basisleguminosen liegt zwischen 15 % und 40 % des üblicherweise für ihre Aussaat in Reinkultur verwendeten Gewichts;

6° andere Zweikeimblättrige können in die Mischung eingebracht werden, wobei das Gewicht der Samen für jede Art höchstens 5 % des Gesamtgewichts der Mischung ausmacht.

Die Liste der beihilfezulässigen Arten von Basisleguminosen und Zweikeimblättrigen ist in Anhang 1 enthalten.

Der Landwirt bewahrt den Nachweis über die Zusammensetzung der verwendeten Mischung auf.

Das Gewicht des Saatguts der in Absatz 2 erwähnten Arten, das üblicherweise für deren Aussaat in Reinkultur verwendet wird, ist das in Artikel 30 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 genannte Gewicht.

Art. 10 - Der Zugang von Kraftfahrzeugen zu einer begrasten Wendefläche ist nur in folgenden Fällen gestattet:

1° zum Unterhalt des begrasten Wendefläche oder ggf. der dort aufgestellten Bienenstöcke;

2° zum Unterhalt von Holzpflanzen, die an die begraste Wendefläche angrenzen, sofern es keinen anderen Zugang gibt;

3° für die Durchführung von landwirtschaftlichen Arbeiten oder die Nutzung von Holzpflanzen auf der an die begraste Wendefläche angrenzenden Parzelle und sofern es keinen anderen Zugang gibt.

Jeder Schaden, der durch das Befahren der begrasten Wendefläche mit Kraftfahrzeugen entsteht, wird so schnell wie möglich wieder behoben.

Abschnitt 4 — Maßnahme Nr. 7 "Bepflanzte Ackerparzellen"

Art. 11 - Eine jährliche Beihilfe in Höhe von 1.600 EUR pro Hektar landwirtschaftliche Fläche, für die eine Verpflichtung eingegangen wurde, wird Landwirten gewährt, die sich verpflichten, Ackerland unter Einhaltung des in Artikel 12 des genannten Lastenhefts bewirtschaften.

In Anwendung von Artikel 11 § 3 des Erlasses vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen wird die Beihilfe nicht für Ackerland gewährt, das als Bewirtschaftungseinheit "extensive Streifen" (BE 4) gemäß Artikel 2 Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, ausgewiesen ist.

Art. 12 - § 1. Das Lastenheft der Maßnahme Nr. 7 "Bepflanzte Ackerparzellen" umfasst die folgenden Anforderungen und Verbote:

1° die bepflanzte Ackerparzelle ist auf Ackerland angelegt;

2° die bepflanzte Ackerparzelle grenzt nicht an eine Fläche des Betriebs, die Gegenstand einer Verpflichtung im Rahmen der Maßnahme Nr. 5 "Begraste Wendefläche" ist;

3° die bepflanzte Ackerparzelle weist eine Fläche zwischen zwei Ar und eineinhalb Hektar einschließlich auf, außer in Ausnahmefällen, die vom Sachverständigen ordnungsgemäß beschrieben und begründet werden;

4° die Gesamtfläche des Betriebs, für den eine Verpflichtung im Rahmen der Maßnahme "Bepflanzte Ackerparzelle" eingegangen wird, beträgt mindestens 20 Ar;

5° die besonderen Ziele, die Lage, die Größe, die Zusammensetzung der Bodendecke, der Zeitplan und die Modalitäten für die Bewirtschaftung der bepflanzten Ackerparzelle werden in dem Gutachten unter Berücksichtigung der lokalen landwirtschaftlichen und ökologischen Zwänge oder Herausforderungen präzisiert;

6° die Verwendung von Düngemitteln oder anderen Bodenverbesserungsmitteln auf der bepflanzten Ackerparzelle ist untersagt, außer in Ausnahmefällen, die vom Sachverständigen ordnungsgemäß beschrieben und begründet werden;

7° die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln ist auf der bepflanzten Ackerparzelle untersagt;

8° die Ablagerung von Dünger, Bodenverbesserungsmitteln oder Ernteprodukten auf der bepflanzten Ackerparzelle ist untersagt;

9° der Zugang von Kraftfahrzeugen zu einer bepflanzten Ackerparzelle wird gemäß Paragraf 2 geregelt;

10° der Zugang der Öffentlichkeit zu einer bepflanzten Ackerparzelle ist untersagt;

11° im Falle von Schlammlawinen oder natürlichen Ablagerungen von Sedimenten mit einer Schichtstärke von mehr als zehn Zentimetern, Ablagerungen oder Schäden, die durch im öffentlichen Interesse durchgeführte zeitweilige Arbeiten verursacht wurden, oder Schäden durch Wildtiere, wird eine Wiederherstellung oder Neubepflanzung der Parzelle durchgeführt.

Die Anforderung gemäß Absatz 1 Ziffer 2 gilt für Verpflichtungen, die vor dem 1. Januar 2023 eingegangen wurden, für die Methode Nr. 7 "Bepflanzte Ackerparzellen" und die Methode Nr. 8 "Bepflanzte Ackerstreifen", die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen vorgesehen sind, wenn sie Gegenstand eines Antrags auf Erweiterung ab dem 1. Januar 2023 sind, und nur für die Parzellen, die Gegenstand des Antrags auf Erweiterung sind.

§ 2. Der Zugang von Kraftfahrzeugen zu einer bepflanzten Ackerparzelle ist nur in folgenden Fällen gestattet:

1° zum Unterhalt der bepflanzten Ackerparzelle, wie im Sachverständigengutachten beschrieben;

2° zum Unterhalt von Holzpflanzen, die an die bepflanzte Ackerparzelle angrenzen, sofern es keinen anderen Zugang gibt;

3° für die Durchführung von landwirtschaftlichen Arbeiten oder die Nutzung von Holzpflanzen auf der an die bepflanzte Ackerparzelle angrenzenden Parzelle und sofern es keinen anderen Zugang gibt.

Jeder Schaden, der durch das Befahren der bepflanzten Ackerparzelle mit Kraftfahrzeugen entsteht, wird so schnell wie möglich wieder behoben.

Abschnitt 5 — Maßnahme Nr. 10 "Agrarökologischer Aktionsplan"

Art. 13 - Landwirten, die landwirtschaftliche Flächen in der Wallonischen Region bewirtschaften und sich zur Umsetzung der Maßnahme Nr. 10 "Agrarökologischer Aktionsplan" verpflichten, wird eine jährliche Beihilfe gewährt. Diese Beihilfe wird anhand der folgenden Formel berechnet: $20 \cdot X + 0,05 \cdot Y$.

Für die Anwendung der in Absatz 1 genannten Formel:

1° entspricht "X" der Anzahl der Hektar landwirtschaftlicher Flächen des Betriebs, wie sie im Sammelantrag für das betreffende Jahr definiert ist und für die eine Obergrenze von fünfzig Hektar gilt; 2° "Y" entspricht dem kumulierten Gesamtbetrag der Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen, der Beihilfe für die ökologische/biologische Landwirtschaft und der Beihilfe für Öko-Regelungen, die der Landwirt für das betreffende Jahr erhalten hat.

Art. 14 - § 1. Im Rahmen der Maßnahme Nr. 10 "Agrarökologischer Aktionsplan" sind folgende Anforderungen zu erfüllen:

1° bevor der Landwirt den Beihilfeantrag einreicht, erstellt ein Sachverständiger gemäß Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen einen agrarökologischen Aktionsplan gemäß Paragraf 2;

2° der Landwirt führt den agrarökologischen Aktionsplan, dem die unter Ziffer 3 vorgesehenen Aktualisierungen zugefügt werden, während der gesamten Dauer der Verpflichtung durch;

3° bei wesentlichen Änderungen im Betrieb oder beim Auftreten von Faktoren, die die Umsetzung des agrarökologischen Aktionsplans erleichtern oder verzögern könnten, wird dieser in Zusammenarbeit mit dem Sachverständigen aktualisiert;

4° Nach Ablauf der Verpflichtung erstellt der Sachverständige einen Bewertungsbericht auf der Grundlage der Ergebnisse, Schlussfolgerungen und Perspektiven des agrarökologischen Aktionsplans im Hinblick auf die ursprünglich festgelegten Ziele;

5° Der Sachverständige überprüft die Stärken und Schwächen des Betriebs in Bezug auf Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen anhand der folgenden indikativen Liste und unter Berücksichtigung der besonderen Merkmale des Betriebs:

a) Düngung und Bodenbewirtschaftung, u. a. mithilfe von Ausbringungsbüchern, Kompostierungsplänen, Biogasgewinnung, Beteiligung an Tierdungbanken, Bedeckung des Bodens im Winter, Annahme von Ratschlägen für eine ausgewogene Düngung, Stickstoffbilanz, einer Futtermittelanalyse und Berechnung der Futtermengen, Analyse der tierischen Ausscheidungen, Vorkommen von Kulturen mit stark beschränktem Getreideeintrag und lokalisierten Anwendungen, Analyse landwirtschaftlicher Flächen, Bekämpfung und Vermeidung von Erosion und der Erhaltung oder Erhöhung des Kohlenstoffgehalts des Bodens;

b) Verwaltung der Verwendung von Pflanzenschutzmitteln;

c) Landschaftspflege und Verschönerung der Umgebung des Bauernhofs einschließlich der architektonischen Eingliederung der verschiedenen Gebäude, Pflege der Umgebung des Bauernhofs, Sichtbarkeit von eventuellen negativen Elementen gegenüber den Anliegern und der Öffentlichkeit, Verwendung von Pflanzen für die Gestaltung der Umgebung des Bauernhofs, einheimische Eigenschaft der Pflanzungen;

d) Nutzung von Elementen der biologischen Vielfalt und der Landschaft im Agrargebiet einschließlich der Bedeutung des ökologischen Netzes im Betrieb, angemessene Bewirtschaftung des Grenzertragsgrünlands, Anwendung von Aktionen im Bereich der agrarökologischen Maßnahmen zur Entwicklung des ökologischen Netzes und der Landschaft sowie zur Erhaltung der Umwelt am Rand der landwirtschaftlichen Flächen, verhältnismäßige Länge der geschützten Abschnitte von Wasserläufen, verhältnismäßige Menge der Holzpflanzen, die Gegenstand von jährlichen Erhaltungsmaßnahmen sind, extensive Bewirtschaftung von natürlichen Lebensräumen im Auftrag von Vereinigungen oder der Wallonischen Region, Schaffung von natürlichen Lebensräumen (Tümpel, Anpflanzungen,...), Aufnahme der kleinen, in landwirtschaftlichen Gebäuden lebenden Fauna, Aktionen zur Erhaltung des landwirtschaftlichen Erbes;

e) Anstrengungen auf dem Gebiet der Klärung und sonstige Umweltaspekte.

§ 2. Der agrarökologische Aktionsplan umfasst die folgenden Bestandteile:

1° eine Umweltdiagnose (Bestandsaufnahme) des Betriebs, in der folgende Elemente hervorgehoben werden:

a) die vorrangigen Herausforderungen des Gebiets in Sachen Umwelt;

b) die Stärken und Schwächen hinsichtlich der Anwendung einer guten landwirtschaftlichen oder umweltbezogenen Praxis;

c) die spezifischen Stärken und Schwächen des Betriebs in Bezug auf die Anstrengungen im Bereich der Agrarumweltmaßnahmen, die auf der Grundlage der in Paragraf 1 Ziffer 5 genannten Elemente ermittelt wurden, mit besonderem Schwerpunkt auf denjenigen, die mit den auf territorialer Ebene ermittelten vorrangigen Umweltherausforderungen in Zusammenhang stehen;

2° eine Liste von Agrarumweltmaßnahmen, die im Hinblick auf die in Ziffer 1 genannten vorrangigen Herausforderungen zu ergreifen sind, einschließlich der Einführung einer guten landwirtschaftlichen oder umweltbezogenen Praxis, der Verpflichtung zu Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen, der Umsetzung von Öko-Regelungen oder jeder anderen Maßnahme, die dazu beitragen kann, die Schwächen zu beheben und die Stärken des Betriebs zu nutzen.

Die in Ziffer 2 genannten Maßnahmen werden entweder als fortlaufende Maßnahmen betrachtet oder sind mit einer Frist versehen, die auf ein Jahr, fünf Jahre oder längerfristig festgelegt wird. Diese Fristen basieren auf den spezifischen Stärken und Schwächen des Betriebs und den vorrangigen Herausforderungen des Gebiets in Sachen Umwelt.

§ 3. Der Landwirt erklärt sich mit dem agrarökologischen Aktionsplan und jeder seiner Aktualisierungen einverstanden.

§ 4. Die Verlängerung des agrarökologischen Aktionsplans für eine neue Verpflichtung ist an einen Bewertungsbericht gebunden, der eine günstige Durchführung des agrarökologischen Aktionsplans bescheinigt.

Abschnitt 6 — Maßnahme Nr. 11 "Bedrohte lokale Rassen"

Art. 15 - Landwirten, die Tiere halten, die die Anforderungen gemäß Artikel 16 erfüllen, wird eine jährliche Beihilfe in Höhe von 200 EUR je Rind, 200 EUR je Pferd und 40 EUR je Schaf gewährt.

Art. 16 - Die Beihilfe gemäß Artikel 15 wird für Tiere gewährt, die folgende Anforderungen erfüllen:

1° sie gehören zu einer der folgenden vom Aussterben bedrohten lokalen Rassen:

a) Rinderrassen:

i. Blauer Mischtyp (früher Weiß-Blauer Mischtyp);

ii. ostbelgische Rotbunte.

b) Schafrassen:

i. Belgisches Milchschaaf;

ii. Entre-Sambre-et-Meuse-Schaaf;

iii. Gefleckter Ardenner;

iv. Roter Ardenner;

v. Mergellandschaaf.

c) Pferderassen:

i. Ardenner Zugpferd;

ii. Belgisches Zugpferd.

2° sie nehmen an einem Zuchtprogramm für eine der vom Aussterben bedrohten lokalen Rassen teil, das entweder in der Wallonischen Region oder in einer anderen Region Belgiens oder in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union mit einer Ausdehnung des geografischen Gebiets, die in der Wallonischen Region gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. September 2018 über die Tierzucht und zur Abänderung verschiedener Tierzuchtbestimmungen und der Verordnung (EU) Nr. 2016/1012 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 8. Juni 2016 (Tierzuchtverordnung) genehmigt wurde;

3° sie sind in einer Klasse der Hauptabteilung oder gegebenenfalls der zusätzlichen Abteilung eines Zuchtbuches eingetragen, das im Rahmen eines Zuchtprogramms für eine vom Aussterben bedrohte Rasse geführt wird;

4° wenn es sich um Pferde und Rinder handelt, sind die betreffenden Tiere wenigstens zwei Jahre und wenn es sich um Schafe handelt, sind sie wenigstens sechs Monate alt;

5° wenn es sich um Rinder handelt, sind diese in Sanitel eingetragen;

6° wenn es sich um Schafe oder Pferde handelt, werden sie auf Antrag der Zahlstelle in der von der Verwaltung zur Verfügung gestellten elektronischen Anwendung für die Registrierung von Tieren aufgelistet.

In Abweichung von Absatz 1 Ziffer 3 werden die folgenden Tiere ausschließlich in einer Klasse der Hauptabteilung des Zuchtbuchs eingetragen:

1° die Belgischen Zugpferde;

2° die Roten Ardennenschafe;

3° die Kühe des blauen Mischtyps, wenn der Landwirt seit sieben Jahren oder länger an einem in Absatz 1 Ziffer 2 genannten Zuchtprogramm teilnimmt.

In Anwendung von Artikel 28 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 gilt Absatz 2 Ziffer 3 nicht für Verpflichtungen, die vor dem 1. Januar 2023 für die Methode Nr. 11 "Bedrohte lokale Rassen" in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen eingegangen wurden.

Abschnitt 7 — Maßnahme Nr. 12 "Parzellen mit Getreide auf dem Halm"

Art. 17 - Eine jährliche Beihilfe in Höhe von 2.400 EUR pro Hektar landwirtschaftliche Fläche, für die eine Verpflichtung eingegangen wurde, wird Landwirten gewährt, die sich verpflichten, Ackerland unter Einhaltung des in Artikel 18 des genannten Lastenhefts bewirtschaften.

In Anwendung von Artikel 11 § 3 des Erlasses vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen wird die Beihilfe nicht für Ackerland gewährt, das als Bewirtschaftungseinheit "Extensive Streifen" (BE 4) gemäß Artikel 2 Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, ausgewiesen ist.

Art. 18 - § 1. Das Lastenheft der Maßnahme Nr. 12 "Parzellen mit Getreide auf dem Halm" umfasst die folgenden Anforderungen und Verbote:

1° der Landwirt verpflichtet sich, die vorhandene Kultur nicht zu ernten und sie bis zum letzten Tag des Monats Februar auf der gesamten Fläche einer oder mehrerer Parzellen stehen zu lassen;

2° der Landwirt verpflichtet sich, das vorliegende Lastenheft auf einer Fläche von mindestens fünfzig Ar und höchstens zehn Hektar einzuhalten;

3° die auf dem Halm gelassenen Getreideparzellen bestehen aus einer reinen Getreidekultur, einer Getreidemischung oder einer Mischung aus Getreide und Leguminosen, die in den üblichen Saatstärken ausgesät werden;

4° die Zusammensetzung des Saatguts, das jedes Jahr ausgesät wird, kann von Jahr zu Jahr unterschiedlich sein;

5° die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln auf einer Parzelle mit Getreide auf dem Halm ist vom 1. Juli bis einschließlich zum letzten Tag des Monats Februar des folgenden Jahres untersagt;

6° die Parzellen mit Getreide auf dem Halm haben eine Fläche zwischen zwei Ar und einem Hektar;

7° die von ein und demselben Landwirt angegebenen Parzellen mit Getreide auf dem Halm sind mindestens hundert Meter voneinander und mindestens fünfzig Meter von einer bewaldeten Fläche entfernt.

In Abweichung von Absatz 1 Ziffer 1 wird die Kultur im letzten Jahr der Verpflichtung und unter der Bedingung, dass die Verpflichtung nicht Gegenstand einer Erneuerung gemäß Artikel 7 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen ist, bis zum 31. Dezember stehen gelassen.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 7 gilt als "bewaldete Fläche" ein Gebiet, das aus Bäumen oder Sträuchern besteht, die in geringem Abstand zueinander stehen, so dass sie dichte straubbewachsenen Flächen bilden, die folgende Merkmale aufweisen:

- 1° sie haben eine Fläche von mehr als dreißig Ar;
- 2° sie haben eine Breite von mehr als zehn Metern;
- 3° der Abstand zwischen den Kronen der Bäume oder Sträucher beträgt höchstens fünf Meter.

Den bewaldeten Flächen gleichgestellt sind Elemente, die als zu ihnen gehörend betrachtet werden, wie Flächen, die mit natürlichen Lebensräumen bedeckt sind, Holzlagerplätze, Äsungsbereiche, Sümpfe, Teiche, Brandschneisen und Wege.

§ 2. Für die Anwendung von Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 3 ist in Anhang 2 die Liste der Getreidearten aufgeführt, die für den Anbau als Reinkultur in Betracht kommen.

Bei einer Mischung aus Getreide und Leguminosen entspricht das Gesamtgewicht des Getreidesaatguts mindestens 50 % des Gewichts, das üblicherweise für dessen Aussaat in Reinkultur verwendet wird. Das Gesamtgewicht des Saatguts der Leguminosenarten entspricht mindestens 20 % des Gewichts, das üblicherweise für dessen Aussaat in Reinkultur verwendet wird. Die Wahl der Zusammensetzung der Artenmischung liegt im Ermessen des Landwirts.

Das Gewicht des Saatguts der üblicherweise für deren Aussaat von Getreide oder Leguminosen in Reinkultur verwendet wird, ist das in Artikel 30 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 genannte Gewicht.

Die Beihilfezulässigkeit einer Kultur wird auf der Grundlage der am 31. Mai vorhandenen Bodenbedeckung bestimmt.

Abschnitt 8 — Maßnahme Nr. 13 "Futterautonomie"

Art. 19 - § 1. Eine jährliche Beihilfe mit wie folgt festgelegten Beträgen wird für die gesamte Grünlandfläche des Betriebs jenen Landwirten gewährt, die sich verpflichten, das in Artikel 21 genannte Lastenheft einzuhalten:

1° wenn sie sich verpflichten, einen durchschnittlichen Tierbesatz von höchstens 1,4 GVE pro Hektar Futterfläche beizubehalten, beträgt die Beihilfe 60 EUR pro Hektar;

2° wenn sie sich verpflichten, einen durchschnittlichen Tierbesatz von höchstens 1,8 GVE einschließlich pro Hektar Futterfläche beizubehalten, beträgt die Beihilfe 30 EUR pro Hektar;

Wenn der durchschnittliche Tierbesatz weniger als 0,6 GVE pro Hektar Futterfläche beträgt, wird die Beihilfe nur für die Grünlandfläche gewährt, die erforderlich ist, um den Tierbesatz auf 0,6 GVE pro Hektar zu erhöhen.

§ 2. Die Beihilfe wird nicht für einen auf Betriebsebene berechneten Betrag von weniger als 100 EUR gewährt.

Art. 20 - § 1. Für die Anwendung der Artikel 19 und 21 wird der durchschnittliche Tierbesatz gemäß Artikel 28 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 berechnet.

Art. 21 - Das Lastenheft der Maßnahme Nr. 13 "Futterautonomie" umfasst die folgenden Anforderungen und Verbote:

1° Der Landwirt verpflichtet sich, während der gesamten Dauer der Verpflichtung einen der folgenden durchschnittlichen Tierbesätze pro Hektar Futterfläche aufrechtzuerhalten:

- a) einen durchschnittlichen Tierbesatz von höchstens 1,4 GVE;
- b) einen durchschnittlichen Tierbesatz von höchstens 1,8 GVE.

2° die Verwendung von organischen Düngemitteln oder anderen organischen Bodenverbesserungsmitteln auf beihilfezulässigem Grünland ist verboten, außer denjenigen, die von den Tieren erzeugt wurden, die zur Berechnung des Tierbesatzes gedient haben;

3° die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln ist auf beihilfezulässigem Grünland verboten;

4° die Anwesenheit von Tieren, die nicht den in Artikel 28 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 vorgesehenen Anforderungen entsprechen, ist auf dem beihilfezulässigem Grünland des Betriebs untersagt.

Abweichend von Absatz 1 Ziffer 2 und 4 ist die Verwendung von organischen Düngemitteln oder anderen organischen Bodenverbesserungsmitteln, die nicht von den Tieren erzeugt wurden, die zur Ermittlung des Tierbesatzes gedient haben, auf beihilfezulässigem Grünland erlaubt, auf dem kein Mineräldünger verwendet wird, und sofern die Bodengebundenheit des Betriebs gemäß der Definition in Buch II des Umweltgesetzbuchs, welches das Wassergesetzbuch bildet, 0,6 oder weniger beträgt.

Abschnitt 9 — Maßnahme Nr. 14 "Böden"

Art. 22 - Für die Anwendung des vorliegenden Abschnitts gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° TOC/Ton-Verhältnis: das Verhältnis zwischen dem Gesamtgehalt an organischem Kohlenstoff im Boden ("TOC" - total organic carbon) und dem granulometrischen Gehalt an Ton ("Ton"), bewertet am Bodenhorizont einer bestimmten Parzelle;

2° Ausgangsbilanz: das im ersten Jahr der Verpflichtung bewertete TOC/Ton-Verhältnis;

3° Abschlussbilanz: das im letzten Jahr der Verpflichtung bewertete TOC/Ton-Verhältnis;

4° Organisation: die Organisation, der der Minister die Aufgabe übertragen hat, die Entwicklung von Instrumenten zur Kontrolle der Qualität der Analysen und der Beratung für eine nachhaltige Landwirtschaft in der Wallonie zu gewährleisten.

Art. 23 - Eine gemäß Artikel 25 berechnete Beihilfe wird gewährt, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° im ersten Jahr der Verpflichtung sind mehr als 30 % der gesamten landwirtschaftlichen Fläche des Betriebs Ackerland;

2° im ersten Jahr der Verpflichtung sind mindestens 90 % der gesamten beihilfezulässigen landwirtschaftlichen Fläche des Betriebs Gegenstand der Verpflichtung;

3° im ersten Jahr der Verpflichtung ist der Landwirt gemäß Artikel 3 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen eine Verpflichtung für die Öko-Regelung "lange Bodenbedeckung" eingegangen;

4° im ersten und im letzten Jahr der Verpflichtung unterzieht der Landwirt alle landwirtschaftlichen Flächen, die Gegenstand der Verpflichtung sind, einer Bilanz, die sich auf ihr TOC/Ton-Verhältnis bezieht und die gemäß Artikel 24 durchgeführt wird.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 ist jede Parzelle der landwirtschaftlichen Fläche des Betriebs für die Verpflichtung zulässig, mit Ausnahme von:

1° Parzellen von Ackerland und Dauerkulturen mit hoher, sehr hoher oder extremer Erosionsanfälligkeit, die in Artikel 54 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 genannt werden;

2° Ackerlandparzellen, die innerhalb der letzten fünf Jahre vor dem Jahr der Einreichung des Beihilfeantrags ausgehend von Dauergrünland umgewandelt wurden.

Art. 24 - § 1. Der Landwirt stellt einen Antrag auf Durchführung der Ausgangs- oder Abschlussbilanz bei einem Labor, das den in Artikel 26 § 1 vorgesehenen Kriterien entspricht und auf der Grundlage des in Artikel 26 § 3 vorgesehenen Verfahrens ausgewählt wurde, spätestens innerhalb von fünfzehn Tagen ab der Frist für die Änderung des Sammelantrags, die gemäß Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 festgelegt wurde.

§ 2. Die Ausgangs- und die Abschlussbilanz werden auf der Grundlage des in Anhang 3 angeführten Verfahrens erstellt.

§ 3. Die Bilanz wird vom Labor erstellt und dem Landwirt und der Organisation bis spätestens 30. Oktober des betreffenden Jahres übermittelt.

§ 4. Die Organisation übermittelt die Bilanz bis spätestens 30. November des betreffenden Jahres an die Zahlstelle.

In dem in Paragraph 5 genannten Fall wird der Zahlstelle nur die Bilanz nach der Gegenanalyse spätestens an dem in Absatz 1 genannten Datum übermittelt.

§ 5. Der Landwirt kann das Ergebnis der Bilanz innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Zeitpunkt, zu dem es vom Labor übermittelt wurde, bei der Organisation beanstanden.

Eine Gegenanalyse wird von einem von der Organisation benannten Labor durchgeführt. Das Ergebnis der Gegenanalyse wird dem Landwirt und der Zahlstelle gemäß Paragraph 4 Absatz 2 spätestens bis zu dem in Paragraph 4 genannten Zeitpunkt übermittelt.

§ 6. Der Landwirt und das Labor halten die Bilanz und die damit zusammenhängenden Unterlagen für die Zahlstelle und die Organisation bereit.

Art. 25 - § 1. Jedes Jahr wird dem Landwirt ein Pauschalbetrag von 100 Euro gewährt.

§ 2. Für jede Jahrestanche wird die Beihilfe für die gesamte Fläche, die Gegenstand einer Verpflichtung ist, wie folgt gewährt:

1° für Parzellen mit einem "ungünstigen" TOC/Ton-Verhältnis, die Gegenstand einer Verpflichtung sind, wird keine Beihilfe gewährt;

2° Für Parzellen mit einem TOC-Ton-Verhältnis "im Übergang", die Gegenstand einer Verpflichtung sind, beträgt die Beihilfe 80 Euro pro Hektar;

3° Für Parzellen mit einem "günstigen" TOC-Ton-Verhältnis, die Gegenstand einer Verpflichtung sind, beträgt die Beihilfe 150 Euro pro Hektar.

Für die Anwendung von Absatz 1 werden die Klassen "ungünstig", "im Übergang" und "günstig" des TOC/Ton-Verhältnisses gemäß Anhang 3 festgelegt.

Wenn im ersten Jahr der Verpflichtung der Anteil der gesamten Ackerfläche des Betriebs weniger als 60 % der gesamten landwirtschaftlichen Fläche des Betriebs beträgt, werden die in Absatz 1 Ziffern 2 und 3 genannten Beträge linear nach folgender Formel gekürzt: $X = Y \cdot (Z - 30) / 30$.

Für die Anwendung der in Absatz 3 genannten Formel:

1° entspricht "X" dem Betrag der Beihilfe;

2° entspricht Y dem betreffenden Betrag gemäß Absatz 1 Ziffern 2 und 3;

3° entspricht "Z" dem Anteil der gesamten Ackerfläche des Betriebs an der gesamten landwirtschaftlichen Fläche des Betriebs im ersten Jahr der Verpflichtung.

In Anwendung von Artikel 11 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen wird die in Absatz 1 genannte Beihilfe nicht gewährt für:

1° Parzellen von Ackerland und Dauerkulturen mit hoher, sehr hoher oder extremer Erosionsanfälligkeit, die in Artikel 54 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 genannt werden;

2° Ackerlandparzellen, die innerhalb der letzten fünf Jahre vor dem Jahr der Einreichung des Zahlungsantrags ausgehend von Dauergrünland umgewandelt wurden.

§ 3. Im letzten Jahr der Verpflichtung wird unter den folgenden Annahmen keine Beihilfe gewährt:

1° die Gesamtfläche der Parzellen, die Gegenstand einer Verpflichtung sind, die in der Abschlussbilanz ein "ungünstiges" TOC/Ton-Verhältnis aufweisen, hat sich im Vergleich zur Ausgangsbilanz um mehr als 5 % erhöht;

2° die Gesamtfläche der Parzellen, die Gegenstand einer Verpflichtung sind, die in der Abschlussbilanz ein "günstiges" TOC/Ton-Verhältnis aufweisen, hat sich im Vergleich zur Ausgangsbilanz um mehr als 5 % verringert;

Im letzten Jahr der Verpflichtung werden unter der Voraussetzung, dass der Landwirt während der gesamten Dauer der Verpflichtung eine Verpflichtung für die Öko-Regelung "lange Bodenbedeckung" gemäß Artikel 3 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen eingegangen ist, die auf der Grundlage von Paragraph 2 ermittelten Beträge wie folgt erhöht:

1° für die Parzellen, die Gegenstand einer Verpflichtung sind, deren TOC/Ton-Verhältnis sich zwischen der Ausgangsbilanz und der Abschlussbilanz von "ungünstig" auf "im Übergang" ändert, wird eine zusätzliche Beihilfe von 200 Euro pro Hektar gewährt;

2° für die Parzellen, die Gegenstand einer Verpflichtung sind, deren TOC/Ton-Verhältnis sich zwischen der Ausgangsbilanz und der Abschlussbilanz von "ungünstig" oder "im Übergang" auf "günstig" ändert, wird eine zusätzliche Beihilfe von 280 Euro pro Hektar gewährt.

§ 4. Für die Jahrestanchen, die den ersten vier Jahren der Verpflichtung entsprechen, wird die Beihilfe auf der Grundlage des bei der Ausgangsbilanz ermittelten TOC/Ton-Verhältnisses festgelegt. Für die Jahrestanche, die dem letzten Jahr der Verpflichtung entspricht, wird die Beihilfe auf der Grundlage des bei der Abschlussbilanz ermittelten TOC/Ton-Verhältnisses festgelegt.

§ 5. Für die Vergütung einer Fläche von weniger als einem Hektar auf Betriebsebene wird keine Beihilfe gewährt.

Art. 26 - § 1. Die in Artikel 24 § 1 Absatz 1 genannten Labors erfüllen die folgenden kumulativen Kriterien:

1° sie sind unabhängig von den Landwirten, denen sie eine Bilanz bereitstellen;

2° sie verfügen über das Material und die technischen, informatischen und menschlichen Mittel, die für die Durchführung der Bilanz erforderlich sind, sowie über ein Qualitätsmanagementsystem, das durch eine Akkreditierung nach ISO 17025 abgedeckt ist und mindestens einen Parameter umfasst, der in der Matrix Boden analysiert wird;

3° sie verpflichten sich, die Bilanzen gemäß dem in Anhang 3 vorgesehenen Verfahren durchzuführen, an den Laborvergleichsversuchen zu den Parametern des TOC/Ton-Verhältnisses teilzunehmen und alle im Hinblick auf die Durchführung der Bilanz erteilten Schulungen zu absolvieren;

4° das Labor ist durch eine berufliche Zusammenarbeit mit der Organisation verbunden.

§ 2. Die in Paragraph 1 genannten Kriterien werden anhand folgender Elemente überprüft:

1° bezüglich Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1 eine ehrenwörtliche Erklärung, in der sich das Labor verpflichtet, jeden Interessenkonflikt zu vermeiden;

2° bezüglich Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 die Liste der Probennehmer und der Verantwortlichen des Labors, die an der Durchführung der Bilanz beteiligt sind, sowie eine Kopie der Schlussfolgerungen und der relevanten Teile des Audits, das im Rahmen der Akkreditierung nach ISO 17025 durchgeführt wurde;

3° bezüglich Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 3 den Nachweis der in Paragraph 1 Ziffer 3 vorgesehenen Verpflichtung;

4° bezüglich Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 4 den Nachweis einer beruflichen Zusammenarbeit, die das Labor mit der Organisation verbindet.

§ 3. Das Verfahren zur Bezeichnung der zuständigen Labors wird wie folgt festgelegt:

1° spätestens am 1. Januar jedes Jahres legt die Organisation der Zahlstelle die vollständige Liste der Labors vor, die die Kriterien für die Benennung erfüllen, und hält die in Paragraph 2 genannten Überprüfungselemente für die Zahlstelle bereit;

2° die Zahlstelle validiert die Liste der zuständigen Labors auf der Grundlage der von der Organisation bereitgestellten Informationen und gegebenenfalls nach Überprüfung der Kriterien für die Benennung;

3° die Zahlstelle übermittelt der Organisation innerhalb eines Monats nach Erhalt der Liste der Labors, die die Kriterien für die Benennung erfüllen, die Liste der Labors, deren Benennung sie für gültig erklärt;

4° die Liste der Labors, deren Benennung von der Zahlstelle für gültig erklärt wurde, wird den Landwirten zur Verfügung gehalten;

5° die Organisation teilt der Zahlstelle unverzüglich jede Änderung der in Ziffer 1 genannten Liste mit.

Für Änderungen der Liste gilt das in Absatz 1 Ziffern 1 bis 4 genannte Verfahren.

Namur, den 23. Februar 2023

W. BORSUS

Anhang Nr. 1 Liste der beihilfezulässigen Arten von Leguminosen und Zweikeimblättrigen für das Anlegen von begrasten Wendeflächen

1° Basisleguminosen:

- Hornschotenklee (*Lotus corniculatus*);
- Luzerne (*Medicago sativa*);
- Hopfenklee (*Medicago lupulina*);
- Kulturspargeltee (*Onobrychis viciifolia*);
- Weißklee (*Trifolium repens*);
- Rotklee (*Trifolium pratense*);

2° sonstige Dikotylen:

- Kornblume (*Centaurea cyanus*);
- Braunelle (*Prunella vulgaris*);
- Wilde Möhre (*Daucus carota*);
- Wiesenkerbel (*Anthriscus cerefolium*);
- Gemeinde Wegwarte (*Cichorium intybus*);
- Beinwell (*Symphytum officinale*);
- Rauher Beinwell (*Symphytum asperum*);
- Klatschmohn (*Papaver rhoeas*);
- Wiesen-Pippau (*Crepis biennis*);

- Gewöhnlicher Wasserdost (*Eupatorium cannabinum*);
- Acker-Witwenblume (*Knautia arvensis*);
- Kuckucks-Lichtnelke (*Silene flos-cuculi*);
- Magerwiesen-Margerite (*Leucanthemum vulgare*);
- Moschus-Malve (*Malva moschata*);
- Wilde Malve (*Malva sylvestris*);
- Weißer Steinklee (*Melilotus albus*);
- Gelber Steinklee (*Melilotus officinalis*);
- Wasserrminze (*Mentha aquatica*);
- Echtes Johanniskraut (*Hypericum perforatum*);
- Oregano (*Origanum vulgare*);
- Berg-Sauerampfer (*Rumex arifolius*);
- Saat-Mohn (*Papaver dubium*);
- Spitzwegerich (*Plantago lanceolata*);
- Gelber Wau (*Reseda lutea*);
- Gewöhnlicher Blutweiderich (*Lythrum salicaria*);
- Knotiger Braunwurz (*Scrophularia nodosa*);
- Hybridklee (*Trifolium hybridum*);
- Inkarnatklee (*Trifolium incarnatum*);
- Gewöhnlicher Natternkopf (*Echium vulgare*).

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 23. Februar 2023 zur Ausführung des Erlasses vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen beigelegt zu werden.

Namur, den 23. Februar 2023.

W. BORSUS

Anhang Nr. 2 Liste der Getreidearten für das Anlegen von Parzellen mit Getreide, das in Reinkultur auf dem Halm gelassen wird

- Dinkel (*Triticum spelta*);
- Weichweizen (*Triticum aestivum*);
- Triticale (×*Triticosecale*).

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 23. Februar 2023 zur Ausführung des Erlasses vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen beigelegt zu werden.

Namur, den 23. Februar 2023.

W. BORSUS

Anhang Nr. 3 Methode zur Bewertung des TOC/Ton-Verhältnisses von Parzellen, die für die Agrarumwelt- und Klimamaßnahme Nr. 14 "Böden" zulässig sind und für die eine entsprechende Verpflichtung eingegangen wurde

1) Schwellenwerte des Indikators, der für die Einstufung des TOC/Ton-Verhältnisses in "ungünstig", "im Übergang" und "günstig" zu berücksichtigen ist

Art des Bodens (% Ton)	"Ungünstiges" TOC/Ton-Verhältnis	TOC/Ton-Verhältnis "im Übergang"	"Günstiges" TOC/Ton-Verhältnis
Leicht (< 12%)	< 14%	14 – 17%	> 17%
Mittel (12 – 19%)	< 8%	8 - 10%	> 10%
Schwer (> 19%)	< 6%	6 – 9%	> 9%

2) Verfahren zur Durchführung von Bilanzen, die das TOC/Ton-Verhältnis betreffen

a. Probenahme- und Stichprobenverfahren und Mindestanzahl der Proben, die für die Bilanzen entnommen werden müssen

Das mit der Durchführung einer Bilanzierung des TOC/Ton-Verhältnisses von Parzellen, die Gegenstand einer Verpflichtung sind, beauftragte Labor führt die Bodenprobe gemäß den folgenden Referenzmethoden des in Artikel 18 § 2 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung - und sanierung genannten wallonischen Kompendium der Probenahme- und Analysemethoden (im Folgenden "WKPA") durch, das vom Minister für Umwelt gemäß Artikel 84 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung - und sanierung genehmigt wurde:

- Methode zur Abfüllung, zum Transport und zur Aufbewahrung von Proben (P-1);
- Methode für die Georeferenzierung von Probenahme- und Messpunkten (P-8);
- Methode zur Bezeichnung der Proben (P-10);
- Methode zur Probenahme auf landwirtschaftlichen Flächen (P-11).

In Abweichung von den Kriterien zur Bestimmung homogener Gebiete in Abschnitt 4.4 des Probenahmeverfahrens für landwirtschaftliche Flächen (P-11) sind die Homogenitätskriterien, die bei der Bilanzierung des TOC/Ton-Verhältnisses befolgt werden müssen, folgende:

- die bisherige Bodenbedeckung in den letzten fünf Jahren vor der Probenahme, wobei mindestens zwischen Ackerland, Dauergrünland und Dauerkulturen unterschieden wird;

- die Bodenkunde, wobei mindestens die Karte der wichtigsten Bodentypen der Wallonie zugrunde gelegt wird, sowie zusätzliche Kriterien, wenn unterschiedliche Besonderheiten des Bodens (insbesondere Farbe, Struktur, Textur, Tiefe, grobe Bestandteile, Drainage und Substrat) oder der vegetative Zustand der vorhandenen Vegetation festgestellt werden;

- die Topografie, soweit dies gerechtfertigt ist;

- die Bewirtschaftung der Parzelle (insbesondere Vorfrucht, Einbringung von Dünge- oder Bodenverbesserungsmitteln).

Die innerhalb einer Parzelle bestimmte homogene Zone kann mit einer homogenen Zone einer anderen bewirtschafteten Parzelle des Betriebs innerhalb einer gemeinsamen homogenen Gruppe zusammengefasst werden, sofern die Homogenitätskriterien der zusammengefassten Zonen gleichwertig sind. Eine homogene Gruppe kann nur aus einer einzigen homogenen Zone bestehen. Das Labor erstellt eine Liste der homogenen Gruppen, mit denen alle Parzellen, die Gegenstand einer Verpflichtung sind, abgedeckt werden können, und gibt den Grad der Zugehörigkeit jeder Parzelle zu der betreffenden homogenen Gruppe entsprechend dem Anteil der Fläche der Parzelle an, die von dieser Gruppe abgedeckt wird. Für jede homogene Gruppe muss mindestens eine Bodenprobe entnommen werden.

Mindestens 25 % der Fläche des Betriebs, für die eine Verpflichtung besteht, und der Anzahl der Parzellen, für die Verpflichtungen bestehen, müssen beprobt worden sein. Diese 25 % umfassen in erster Linie die Ackerlandparzellen, für die eine Verpflichtung besteht.

Insgesamt sind mindestens fünf Proben von verschiedenen Parzellen zu entnehmen, sofern mindestens fünf Parzellen Gegenstand einer Verpflichtung sind. Sind weniger als fünf Parzellen Gegenstand einer Verpflichtung, müssen alle in die Parzellen, die Gegenstand einer Verpflichtung sind, beprobt werden.

b. Methoden zur Analyse von Bodenproben

Für die Analyse des Gesamtgehalts an organischem Kohlenstoff im Boden bei der Erstellung der Ausgangsbilanz über das TOC/Ton-Verhältnis analysiert das Labor die Bodenproben nach einer der folgenden Referenzmethoden des WKPA, die vom Minister für Umwelt gemäß Artikel 84, § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung - und sanierung genehmigt wurde:

- Methode zur Bestimmung des gesamten organischen Kohlenstoffs mittels trockener Verbrennung (S-III-8.1) oder ein entsprechendes Verfahren, das durch Infrarotspektrometrie bestimmt wird, sofern diese Methode validiert wurde;

- Methode zur Bestimmung des organischen Kohlenstoffs mittels Oxidation mit Chromschwefelsäure (S-II-8.2) oder ein entsprechendes Verfahren, das durch Infrarotspektrometrie bestimmt wird, sofern diese Methode validiert wurde.

Für die Analyse des granulometrischen Tongehalts des Bodens bei der Durchführung der Ausgangsbilanz über das TOC/Ton-Verhältnis wendet das mit der Bilanzierung der Parzellen, die Gegenstand einer Verpflichtung sind, beauftragte Labor in Erwartung einer im WPKA zu diesem Zweck festgelegten Methode die sogenannte "Pipettenmethode" (eine von der französischen Norm NF-X-31-107 abgeleitete Methode) an oder verwendet die kartografische Schicht des Tongehalts des Oberflächenhorizonts, die zu diesem Zweck von der Verwaltung festgelegt und zur Verfügung gestellt wird.

Die Ergebnisse von Analysen des Gesamtgehalts an organischem Kohlenstoff oder des granulometrischen Tongehalts des Bodens, die im Jahr der Einreichung des Beihilfeantrags gemäß den unter den Buchstaben a und b festgelegten Probenahme- und Analyseverfahren durchgeführt wurden, können für die Erstellung der Ausgangsbilanz verwendet werden.

Für die Erstellung der Abschlussbilanz zum TOC/Ton-Verhältnis müssen die Analysen des gesamten organischen Kohlenstoffgehalts des Bodens und des granulometrischen Tongehalts des Bodens nach denselben Methoden durchgeführt werden, die bei der Erstellung der Ausgangsbilanz verwendet wurden.

c. Zuordnung der Ergebnisse der Analyse des TOC/Ton-Verhältnisses zur Gesamtheit der Parzellen, die Gegenstand einer Verpflichtung sind.

Die Ergebnisse der Analysen des TOC/Ton-Verhältnisses werden für jede homogene Gruppe gemittelt.

Das Ergebnis des TOC/Ton-Verhältnisses, das jeder Parzelle zuzuordnen ist, wird im Verhältnis zur Fläche der homogenen Gruppe, die innerhalb der Parzelle vorhanden ist, ermittelt. Die Bilanz gibt für jede Parzelle die Einstufung des TOC/Ton-Verhältnisses nach "günstig", "im Übergang" oder "ungünstig" an.

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 23. Februar 2023 zur Ausführung des Erlasses vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Februar 2023.

W. BORSUS

VERTALING

WAALE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/42745]

23 FEBRUARI 2023. — Ministerieel besluit tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor agromilieu- en klimaatmaatregelen

De Minister van Landbouw,

Gelet op Verordening (EU) nr. 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de Lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwarantiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013;

Gelet op Verordening (EU) nr. 2021/2116 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 1306/2013;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D.4, D.17, § 3, lid 2, D. 241, D.242, lid 1 en lid 2, D.243, D.249, lid 1 en lid 2, 3°, en D.251;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor agromilieu- en klimaatmaatregelen, de artikelen 4, tweede lid 2, 5, § 1, 11, § 3, 12, 18, § 1, tweede lid, en 28, § 2;

Gelet op het verslag van 18 november 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 november 2022 ;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 december 2022;

Gelet op het overleg tussen de Gewestelijke Regeringen en de Federale Overheid, gepleegd op 15 december 2022 ;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 22 december 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Gemeenschappelijke bepalingen voor verschillende interventies*

Afdeling 1. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023: het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit;

2° verzamelaanvraag: de verzamelaanvraag in de zin van artikel D.28 van het Waalse Landbouwwetboek;

3° landschapselementen: landschapselementen in de zin van artikel 2, § 1, eerste lid, 32°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 ;

4° grasland: elk landbouwareaal dat in het geïntegreerde beheers- en controlesysteem is aangegeven als blijvend grasland, tijdelijk grasland dat bestemd is om blijvend te worden of hoogstammige fruitbomen van vijftig tot tweehonderdvijftig bomen per hectare met uitzondering van weiden voor varkens en pluimvee;

5° Sanitel: het geautomatiseerde gegevensbestand van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen bedoeld in artikel 2, § 2, 1°, van het koninklijk besluit van 20 mei 2022 betreffende de identificatie en de registratie van bepaalde hoefdieren, pluimvee, konijnen en bepaalde vogels;

6° voederareaal : het voederareaal bepaald overeenkomstig artikel 18, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor de biologische landbouw;

7° bouwland: bouwland in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 47°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

8° GVE: de grootvee-eenheid in de zin van artikel 2, § 1, lid 1, 48°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

Afdeling 2. — Procedure voor de aanwijzing van de deskundigen bedoeld in artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor agromilieu- en klimaatmaatregelen

Art. 2. § 1. Overeenkomstig artikel 5, § 1, lid 1, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor agromilieu- en klimaatmaatregelen zijn de criteria voor de aanwijzing van bevoegde deskundigen de volgende:

1° de deskundige is onafhankelijk van de landbouwer aan wie hij zijn advies geeft;

2° de deskundige beschikt over de nodige technische en wetenschappelijke ervaring om advies te geven;

3° de deskundige hangt af van de organisatie waaraan de Minister een taak van informatie, advies en toezicht betreffende de uitvoering van agromilieu- en klimaatmaatregelen heeft toevertrouwd.

De in het eerste lid, 2°, bedoelde technische en wetenschappelijke ervaring wordt beoordeeld en geëvalueerd ten opzichte van de volgende vaardigheden:

1° beschikken over een technische of wetenschappelijke vorming van het korte of lange type op het gebied van biologie, landbouw, bosbouw of leefmilieu of over een afdoende beroepservaring van minstens vijf jaar die door het betaalorgaan als gelijkwaardig wordt geacht;

2° beschikken over een kennis van landbouwtechnieken en -praktijken die een milieugevolg hebben op het landbouwgebied;

3° kennis hebben van de problematiek, het juridisch kader en het technisch kader van de milieu- en klimaatarchitectuur van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

4° beschikken over een kennis van de aangepaste cartografische hulpmiddelen;

5° beschikken over vaardigheden inzake communicatie en buretica om duidelijke, objectieve en op wetenschappelijke basis gebaseerde adviezen op te stellen.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde criteria worden gecontroleerd aan de hand van de volgende elementen :

1° betreffende paragraaf 1, eerste lid, 1°, een verklaring op erewoord waarin de deskundige zich ertoe verbindt elk belangenconflict te vermijden;

2° met betrekking tot paragraaf 1, tweede lid, 2°, een afschrift van de curriculum vitae, van de diploma's van de deskundige en alle andere bewijsstukken.

3° wat betreft paragraaf 1, eerste lid, 3°, het bewijs van professionele samenwerking tussen de deskundige en de betrokken organisatie.

§ 3. De procedure voor de aanwijzing van de bevoegde deskundigen wordt vastgesteld als volgt:

1° de organisatie, bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 3°, bezorgt het betaalorgaan tegen 1 januari van elk jaar een volledige lijst van natuurlijke personen die voldoen aan de aanwijzingscriteria en houdt de controle-elementen, bedoeld in paragraaf 2, ter beschikking van het betaalorgaan;

2° het betaalorgaan valideert de lijst van bevoegde deskundigen op basis van de door de organisatie verstrekte informatie en, indien nodig, na verificatie van de aanwijzingscriteria;

3° het betaalorgaan deelt de organisatie de namen mee van de deskundigen wier aanwijzing het valideert binnen een maand na ontvangst van de lijst van natuurlijke personen die aan de aanwijzingscriteria voldoen;

4° de organisatie stelt het betaalorgaan onverwijld in kennis van elke wijziging in de lijst bedoeld in 1°.

De in het eerste lid, 1° tot 3°, bedoelde procedure is van toepassing op de wijzigingen van de lijst van deskundigen.

HOOFDSTUK 2. — *Specificaties voor agromilieue- en klimaatmaatregelen**Afdeling 1. — Maatregelen nr. 2 “natuurweiden”*

Art. 3. Een jaarlijkse steun van 220 euro per hectare landbouwareaal onder verbintenis wordt toegekend aan landbouwers die zich ertoe verbinden grasland te bewerken overeenkomstig de in artikel 4 bedoelde specificaties.

De steun wordt toegekend voor maximaal 50% van de oppervlakte van het bedrijf dat voor de maatregel in aanmerking komt. Voor de eerste tien hectare geldt dit maximum niet.

Er wordt geen steun verleend voor een bedrag van minder dan 100 euro, berekend op het niveau van het bedrijf.

In toepassing van artikel 11, § 3, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor agromilieue- en klimaatmaatregelen, wordt geen steun verleend voor graslanden die zijn aangewezen als UG 2 – Prioritaire open milieus, UG 3 – Weiden habitats van soorten, UG 4 – Extensieve stroken, UG temp 1 - Gebieden die onder een beschermingsstatuut vallen” of UG temp 2 – Gebieden met openbaar beheer, door respectievelijk artikel 2, 2° tot 4°, 14° en 15° van het besluit van de Waalse regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden.

Art. 4. § 1. De specificatie voor maatregel nr. 2 “natuurweiden” bestaat uit de volgende eisen en verboden:

1° elke interventie tussen 1 november en 15 juni op een natuurlijke weide is verboden;

2° de landbouwactiviteit die wordt uitgeoefend op een natuurlijke weide is tussen 16 juni en 31 oktober beperkt tot het begrazen en maaien van de kruidachtige vegetatie met oogst van het product van het maaien ;

3° het toedienen van krachtvoer of voeder is verboden op een natuurlijke weide;

4° het gebruik van minerale meststoffen en gewasbeschermingsmiddelen op een natuurlijke weide is verboden.

In afwijking van het eerste lid, 1°, zijn toegestaan

1° het uitrijden van organische meststoffen tijdens de in de artikelen R.200, R.201 en R.203 van het Waterwetboek bedoelde periodes;

2° het beheer van de landschapselementen gedurende de periode bedoeld in de artikelen 72, 74 en 75 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

3° het oppervlakkig nivelleren van de grond door slechten van molshopen of herstel van schade door wilde zwijnen, van 1 januari tot en met 15 april.

§ 2. Wanneer een natuurlijke weide wordt gemaaid, wordt tot de volgende maaibeurt of begrazing een ongemaaid schuilgebied met een grasbedekking van ten minste 5% van de oppervlakte van het perceel gehandhaafd.

Op een natuurlijke weide mag niet worden gegraasd of gemaaid tot drie, respectievelijk zes weken na de laatste interventie.

De locatie van een schuilgebied blijft binnen een jaar dezelfde.

Afdeling 2. — Maatregel nr. 4 “grasland met een hoge biologische waarde”

Art. 5. § 1. Een jaarlijkse steun van 470 euro per hectare landbouwareaal onder verbintenis wordt toegekend aan landbouwers die zich ertoe verbinden grasland te bewerken overeenkomstig de in artikel 6 bedoelde specificaties.

In toepassing van artikel 11, § 3, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor agromilieue- en klimaatmaatregelen, wordt het steunbedrag verlaagd tot 250 euro per hectare voor graslanden die zijn aangewezen als UG 2 – Prioritaire open milieus, UG 3 – Weiden habitats van soorten, UG 4 – Extensieve stroken, UG temp 1 - Gebieden die onder een beschermingsstatuut vallen” of UG temp 2 – Gebieden met openbaar beheer, door respectievelijk artikel 2, 2° tot 4°, 14° en 15° van het besluit van de Waalse regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden.

De steun wordt niet verleend voor graslanden die als “Extensieve stroken” (UG 4) zijn aangewezen bij artikel 2, 4°, van het besluit van de Waalse regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden.

Art. 6. § 1. De specificatie voor maatregel nr. 4 “grasland met een hoge biologische waarde” bestaat uit de volgende eisen en verboden:

1° het grasland wordt onderworpen aan een voorlopige diagnose van de biologische waarde ervan, op basis waarvan de deskundige een advies uitbrengt met relevante eisen, rekening houdend met de plaatselijke landbouw- en milieubeperkingen of -kwesties;

2° gedurende een in het deskundigenadvies vermelde periode is elke andere interventie dan bedoeld in 3° verboden op een grasland met hoge biologische waarde;

3° gedurende een in het deskundigenadvies bepaalde periode, blijft het gebruik van een grasland met hoge biologische waarde beperkt tot begrazing en het maaien van de kruidachtige vegetatie met, tenzij anders vermeld in het deskundigenadvies, het oogsten van het product van het maaien ;

4° de toediening van krachtvoer of voeder aan dieren op grasland met een hoge biologische waarde is verboden;

5° het gebruik van meststoffen of andere wijzigingen op grasland met een hoge biologische waarde is verboden;

6° het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen op grasland met een hoge biologische waarde is verboden;

7° het inzaaien of overzaaien van grasland met een hoge biologische waarde is verboden;

8° bagger- of ruimsnerwerken aan sloten op grasland met een hoge biologische waarde zijn verboden.

§ 2. Van de verboden en voorschriften van paragraaf 1, 2°, 4°, 5°, 7° en 8° kan worden afgeweken in door de deskundige naar behoren gespecificeerde en gemotiveerde omstandigheden.

§ 3. Wanneer een grasland met hoge biologische waarde wordt gemaaid, wordt tot de volgende maaibeurt of begrazing een ongemaaid vluchtgebied met een grasbedekking van ten minste 10 % van de oppervlakte van het perceel gehandhaafd.

Tot drie, respectievelijk zes weken na de laatste ingreep mag grasland met een hoge biologische waarde niet worden gegraasd of gemaaid, tenzij in het deskundigenadvies anders is bepaald en gemotiveerd.

De ligging van een schuilgebied blijft in een bepaald jaar dezelfde, tenzij in het deskundigenadvies een uitzondering wordt gespecificeerd en gemotiveerd.

§ 4. Het verbod in paragraaf 1, 5° is niet van toepassing op de uitwerpselen van dieren tijdens het begrazen van grasland met een hoge biologische waarde.

Afdeling 3. — Maatregel nr. 5 “met gras bezaaide perceelsranden”

Art. 7. Een jaarlijkse steun van 1100 euro per hectare landbouwareaal onder verbintenis wordt toegekend aan landbouwers die zich ertoe verbinden bouwland te bewerken overeenkomstig de in de artikelen 8 tot 10 bedoelde specificaties.

In toepassing van artikel 11, § 3, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor agromilieue- en klimaatmaatregelen, wordt geen steun verleend voor bouwland die is aangewezen als UG 4 – “Extensieve stroken”, door artikel 2, 4°, van het besluit van de Waalse regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenhedstypes die binnen een Natura 2000 -locatie afgebakend zouden kunnen worden.

Art. 8. De specificatie voor maatregel nr. 5 “met gras bezaaide perceelsranden” bestaat uit de volgende eisen en verboden:

- 1° de met gras bezaaide perceelsrand is op bouwland aangelegd;
- 2° de met gras bezaaide perceelsrand grenst aan ten minste één perceel dat voor de gehele duur van de verbintenis als bouwland is bestemd;
- 3° de toegestane breedte van een met gras bezaaide perceelsrand ligt tussen tien en twintig meter, waarvan ten minste tien meter uit gras bestaat;
- 4° twee met gras bezaaide perceelsranden mogen niet in de lengte naast elkaar liggen;
- 5° de met gras bezaaide perceelsrand heeft een oppervlakte van ten minste twee are;
- 6° de oppervlakte van het bedrijf bestemd voor met gras bezaaide perceelsrand bedraagt ten minste twintig are;
- 7° de aanleg van een met gras bezaaide perceelsrand voldoet aan de bepalingen van artikel 9 ;
- 8° het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen, meststoffen of andere wijzigingen op een met gras bezaaide perceelsrand is verboden;
- 9° het storten van meststoffen, bodemverbeteraars of gewasbeschermingsmiddelen op een met gras bezaaide perceelsrand is verboden;
- 10° het plaatsen van bijenkorven op tijdelijke basis en het plaatsen van fascines op een met gras bezaaide perceelsrand wordt toegestaan;
- 11° van 1 november tot en met 15 juli wordt op een met gras bezaaide perceelsrand geen activiteit uitgeoefend;
- 12° de landbouwactiviteit die wordt uitgeoefend op een met gras bezaaide perceelsrand is tussen 16 juni en 31 oktober beperkt tot het begrazen en maaien van de kruidachtige vegetatie met oogst van het product van het maaien en begrazing door schapen;
- 13° de toegang van gemotoriseerde voertuigen tot een met gras bezaaide perceelsrand wordt geregeld overeenkomstig artikel 10 ;
- 14° openbare toegang tot een met gras bezaaide perceelsrand is verboden;
- 15° in geval van modderstroom of natuurlijke afzetting van sedimenten van meer dan 10 centimeter dik, afzettingen of schade veroorzaakt door tijdelijke werken van openbaar nut, of schade veroorzaakt door wilde fauna wordt de bedekking van de met gras bezaaide perceelsrand hersteld of opnieuw aangeplant.

Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, mag tijdens de looptijd van de verbintenis op het perceel dat grenst aan de met gras bezaaide perceelsrand niet langer dan drie jaar onafgebroken een plantendek aanwezig zijn.

In afwijking van het eerste lid, 4°, mogen twee met gras bezaaide perceelsranden in de lengterichting aaneengesloten zijn wanneer de oorspronkelijke configuratie van het betrokken deel van het bouwland waarop de met gras bezaaide perceelsrand is aangelegd, tussen twintig meter en veertig meter breed was.

In afwijking van het eerste lid, 11°, mag bij het inzaaien van de met gras bezaaide perceelsrand gedurende de eerste drie maanden vanaf de datum van aanleg één keer worden gemaaid door topping zonder dat het product van het maaien wordt geoogst.

Voor de toepassing van paragraaf 1, 12°, wordt in geval van begrazing of maaien van de met gras bezaaide perceelsrand een vluchtstrook die niet wordt gemaaid of begraasd en die een grasbedekking heeft, gehandhaafd over een breedte van ten minste twee meter. De ligging van de vluchtstrook blijft gedurende hetzelfde jaar dezelfde.

Art. 9. De aanleg van een met gras bezaaide perceelsrand bestaat hetzij in de handhaving van de reeds bestaande bedekking wanneer het perceel op de eerste dag van de verbintenis reeds met een met gras bezaaide perceelsrand bedekt is of een verbeterd perceel dat is aangelegd in het kader van een eerdere verbintenis die is afgelopen, hetzij in de inzaai van een soortenmengsel uiterlijk op 31 mei van het jaar waarin de eerste betalingsaanvraag wordt ingediend.

Bij het inzaaien van de een met gras bezaaide perceelsrand wordt de keuze van de samenstelling van het soortenmengsel aan de landbouwer overgelaten, mits aan de volgende eisen wordt voldaan:

- 1° het totale gewicht van het graszaad ligt tussen 40 en 85% van het gewicht dat gewoonlijk wordt gebruikt voor het zaaien in zuivere teelt;
- 2° het totale gewicht van het zaad van Engelse raaigrasraaigras, doddegras, dactylis rietzwenkgras en beemdlangbloem bedraagt niet meer dan 30% van het gewicht dat gewoonlijk voor de inzaai ervan in zuivere teelt wordt gebruikt;
- 3° de niet-meerjarige of zeer intensieve soorten, zoals gekruist Italiaans of Westerwoldraaigras, alsook de geteelde dravikken zijn uitgesloten;
- 4° in het mengsel zijn ten minste drie soorten basispeulvruchten aanwezig, tot ten minste 5% van het gewicht dat normaliter voor hun inzaai in zuivere teelt wordt gebruikt;
- 5° het totale gewicht van het zaad van basispeulvruchten ligt tussen 15 en 40% van het gewicht dat gewoonlijk wordt gebruikt voor het zaaien in zuivere teelt;
- 6° andere dicotylen mogen in het mengsel worden opgenomen, waarbij het gewicht van de zaden voor elke soort ten hoogste 5% van het totale gewicht van het mengsel mag uitmaken.

De lijst van in aanmerking komende soorten basispeulvruchten en dicotylen staat in bijlage 1.

De landbouwer bewaart bewijzen van de samenstelling van het gebruikte mengsel.

De gewichten van de zaden van de in lid 2 bedoelde soorten die gewoonlijk voor het zaaien in zuivere teelt worden gebruikt, zijn die bedoeld in artikel 30 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

Art. 10. Gemotoriseerde toegang tot een met gras bezaaide perceelsrand is alleen toegestaan in de volgende gevallen:

1° voor het onderhoud van de met gras bezaaide perceelsrand of, in voorkomend geval, van de daarop aanwezige bijenkasten;

2° voor het onderhoud van houtgewassen naast de met gras bezaaide perceelsrand en op voorwaarde dat er geen andere toegang is;

3° voor landbouwwerkzaamheden of het oogsten van houtgewassen op het perceel dat grenst aan de met gras bezaaide perceelsrand en op voorwaarde dat er geen andere toegang is.

Alle schade die door gemotoriseerd verkeer op de met gras bezaaide perceelsrand wordt veroorzaakt, moet zo spoedig mogelijk worden hersteld.

Afdeling 4. — Maatregel nr. 9 “ingerichte percelen”

Art. 11. Een jaarlijkse steun van 1600 euro per hectare landbouwareaal onder verbintenis wordt toegekend aan landbouwers die zich ertoe verbinden bouwland te bewerken overeenkomstig de in artikel 12 bedoelde specificaties.

In toepassing van artikel 11, § 3, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor agromilieu- en klimaatmaatregelen, wordt geen steun verleend voor bouwland die is aangewezen als UG 4 – “Extensieve stroken”, door artikel 2, 4°, van het besluit van de Waalse regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000 -locatie afgebakend zouden kunnen worden.

Art. 12. § 1. De specificatie voor maatregel nr. 7 “ingerichte percelen” bestaat uit de volgende eisen en verboden:

1° het ingerichte perceel ligt op bouwland;

2° het ingerichte perceel grenst niet aan een deel van het bedrijf dat onder maatregel nr. 5 “met gras bezaaide perceelsranden” valt;

3° het ingerichte perceel heeft een oppervlakte tussen twee are en anderhalve hectare, tenzij een uitzondering door de deskundige naar behoren wordt gespecificeerd en gemotiveerd;

4° de totale oppervlakte van het bedrijf dat voor beheerde percelen is bestemd, bedraagt ten minste twintig are;

5° de specifieke doelstellingen, locatie, afmetingen, samenstelling van de bedekking, tijdschema en beheersmethoden van het ingerichte perceel worden in het deskundigenadvies gespecificeerd, rekening houdend met de plaatselijke agrarische en ecologische beperkingen of problemen;

6° het gebruik van meststoffen of enige andere wijziging op het ingerichte perceel is verboden, tenzij een uitzondering door de deskundige naar behoren is gespecificeerd en gemotiveerd;

7° het gebruik van fytofarmaceutische producten op het ingerichte perceel is verboden;

8° het storten van meststoffen, bodemverbeteraars of gewasbeschermingsmiddelen op het ingerichte perceel is verboden;

9° de toegang van gemotoriseerde voertuigen tot een ingericht perceel wordt geregeld overeenkomstig paragraaf 2 ;

10° de toegang van het publiek tot een ingericht perceel is verboden;

11° in geval van modderstroom of natuurlijke afzetting van sedimenten van meer dan 10 centimeter dik, afzettingen of schade veroorzaakt door tijdelijke werken van openbaar nut, of schade veroorzaakt door wilde fauna wordt de bedekking van het perceel hersteld of opnieuw aangeplant.

In afwijking van artikel 28, § 1, geldt de in het eerste lid gestelde eis alleen voor verbintenissen die vóór 1 januari 2023 zijn aangegaan voor methode nr. 5 “met gras bezaaide perceelsranden”, methode nr. 7 “ingerichte percelen” en methode nr. 8 “ingerichte stroken” als bedoeld in het besluit van de Waalse regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun, indien daarvoor een aanvraag tot uitbreiding vanaf 1 januari 2023 is ingediend en alleen voor de percelen waarvoor de aanvraag tot uitbreiding is ingediend.

§ 2. Gemotoriseerde toegang tot een ingericht perceel is alleen toegestaan in de volgende gevallen:

1° voor het onderhoud van het ingerichte perceel, zoals gespecificeerd in het deskundigenadvies;

2° voor het onderhoud van houtgewassen naast het ingerichte perceel en op voorwaarde dat er geen andere toegang is;

3° voor landbouwwerkzaamheden of het oogsten van houtgewassen op het perceel dat grenst aan het ingerichte perceel en op voorwaarde dat er geen andere toegang is.

Alle schade die door gemotoriseerd verkeer op het ingerichte perceel wordt veroorzaakt, moet zo spoedig mogelijk worden hersteld.

Afdeling 5. — Maatregel nr. 10 “Actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw”

Art. 13. Een jaarlijkse steun wordt toegekend aan landbouwers die landbouwarealen in het Waalse Gewest exploiteren en zich ertoe verbinden maatregel nr. 10 “actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw” uit te voeren. De steun wordt berekend aan de hand van de volgende formule: $20 \cdot X + 0,05 \cdot Y$.

Voor de toepassing van de in lid 1 bedoelde formule:

1° “X” stemt overeen met het aantal hectaren landarealen van het bedrijf, zoals bepaald in de verzamelaanvraag voor het betrokken jaar en beperkt tot vijftig ;

2° “Y” komt overeen met het totale gecumuleerde bedrag van de agromilieu- en klimaatsteun, de steun voor biologische landbouw en de steun in het kader van de ecoregelingen die de landbouwer voor het betrokken jaar heeft ontvangen.

Art. 14. § 1. De eisen waaraan in het kader van maatregel nr. 10 “actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw” moet worden voldaan, zijn de volgende:

1° voordat de landbouwer de steunaanvraag indient, stelt een deskundige als bedoeld in artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor agromilieu- en klimaatmaatregelen een actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw op overeenkomstig paragraaf 2;

2° de landbouwer voert het actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw uit gedurende de hele looptijd van de verbintenis door de in 3° bedoelde bijwerkingen op te nemen;

3° in geval van belangrijke wijzigingen in het bedrijf of het optreden van elementen die de uitvoering van het actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw kunnen vergemakkelijken of vertragen, wordt dit plan in samenwerking met de deskundige bijgewerkt;

4° aan het einde van de verbintenis stelt de deskundige een evaluatieverslag op op basis van de resultaten, de conclusies en de vooruitzichten van het actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw ten opzichte van de aanvankelijk vastgestelde doelstellingen;

5° de deskundige beoordeelt de sterke en zwakke punten van het bedrijf op agromilieu- en klimaatgebied aan de hand van de volgende indicatieve lijst en rekening houdend met de specifieke kenmerken van het bedrijf

a) beheer van de bemesting en van de grond (bemestingsboekje en -plan, compostering, biomethanisatie, bijdrage tot mestbanken, wintergrondbedekking, maatregelen voor een redelijke bemesting, stikstofbalans, voederanalyse en berekening van porties, analyse van organische dierlijke mest, aanwezigheid van teelten met een sterk verminderd gebruik van biociden en meststoffen, gerichte toepassingen, analyses van landbouwarealen, erosiebestrijding en -preventie, en behoud of verhoging van het koolstofgehalte van de bodem;;

b) het beheer van het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen;

c) landschappelijk beheer en inrichting van de omtrek van de boerderij, met name de architecturale integratie van de verschillende gebouwen, onderhoud van de omtrek van de boerderij, zichtbaarheid van eventuele negatieve elementen t.a.v. omwoners en het publiek, gebruik van beplantingen voor voornoemde inrichting, inheemse aard van de beplantingen;

d) beheer van biodiversiteits- en landschapselementen in het landbouwgebied, met name het gedeelte gebruikt door het ecologisch netwerk in het bedrijf, gepaste uitbating van marginale weiden, goedkeuring van acties voor een milieuvriendelijke landbouw ter ontwikkeling van het ecologisch netwerk en het landschap alsook ter instandhouding van het leefmilieu aan de rand van landbouwarealen, beschermde proportie van waterlopen, proportie van houtelementen die elk jaar onderhouden worden, extensieve exploitatie van natuurlijke milieus voor rekening van verenigingen of van het Waalse Gewest, oprichting van natuurlijke milieus (poelen, beplantingen,...), opvang van de aan landbouwgebouwen gebonden kleine fauna (zwaluwen, kerkuilen, vlermuizen,...), acties ter instandhouding van het landbouwpatrimonium;

e) zuiveringsactie en andere milieuaspecten.

§ 2. Het actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw bevat de volgende elementen:

1° een milieudiagnose van het bedrijf met de nadruk op :

a) de prioritaire milieu-uitdagingen van het grondgebied;

b) de sterke en zwakke punten wat betreft de toepassing van de goede landbouw- en milieupraktijken;

c) de specifieke sterke en zwakke punten van het bedrijf op het gebied van agromilieu-inspanningen die op basis van de in lid 1, onder 5°, bedoelde elementen zijn vastgesteld, met bijzondere nadruk op die welke verband houden met de op territoriaal niveau vastgestelde prioritaire milieuvraagstukken;

2° een lijst van agromilieuaacties die moeten worden ondernomen met betrekking tot de in 1° bedoelde prioritaire vraagstukken, waaronder de aanneming van goede landbouw- en milieupraktijken, de inzet voor agromilieu- en klimaatmaatregelen, de toepassing van ecoregelingen of elke andere actie die kan bijdragen tot het oplossen van de zwakke punten en het versterken van de sterke punten van het bedrijf.

De in 2° bedoelde acties worden beschouwd als doorlopende acties of hebben een termijn van één jaar, vijf jaar of langer. Deze termijnen zijn gebaseerd op de specifieke sterke en zwakke punten van het bedrijf en op de prioritaire milieuproblemen van het grondgebied.

§ 3. De landbouwer stemt in met het actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw en met elke bijwerking ervan.

§ 4. De verlenging van het actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw voor een nieuwe verbintenis is afhankelijk van een evaluatieverslag waarin de gunstige uitvoering van het actieplan voor een milieuvriendelijke landbouw wordt bevestigd.

Afdeling 6. — Maatregel nr. 11 “bedreigde plaatselijke rassen”

Art. 15. Een jaarlijkse steun van 200 euro per rund, 200 euro per paard en 40 euro per schaaap wordt toegekend aan landbouwers die dieren houden die aan de in artikel 16 bedoelde eisen voldoen.

Art. 16. De in artikel 15 bedoelde steun wordt toegekend voor dieren met de volgende kenmerken:

1° zij behoren tot één van de volgende bedreigde plaatselijke rassen:

a) rundrassen:

i. gemengd blauw, vroeger gemengd wit-blauw ;

ii. roodbont ras van het Oosten van België.

b) schapenrassen :

i Belgisch melkschaap;

ii. “Entre-Sambre-et-Meuse ”-schaap;

iii. Houtlandschaap;

iv. Voskop;

v. Mergellandschaap.

c) paardenrassen:

- i. Ardenner trekpaard;
- ii. Belgisch trekpaard.

2° zij nemen deel aan een selectieprogramma voor een van de met uitsterven bedreigde plaatselijke rassen die hetzij in het Waalse Gewest, hetzij in een ander gewest van België of een andere lidstaat van de Europese Unie met een in het Waalse Gewest goedgekeurde uitbreiding van het geografische gebied zijn goedgekeurd overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 27 september 2018 betreffende dierfokkerij en tot wijziging van verscheidene bepalingen inzake fokkerij en Verordening (EU) 2016/1012 van het Europees Parlement en de Raad van 8 juni 2016 (Fokkerijverordening);

3° zij zijn ingeschreven in een klasse van de hoofdafdeling of, in voorkomend geval, de bijgevoegde afdeling van een stamboek dat wordt bijgehouden in het kader van een selectieprogramma voor een met uitsterven bedreigd ras;

4° zij zijn ten minste twee jaar oud voor paarden en runderen en ten minste zes maanden oud voor schapen;

5° als het runderen zijn, worden ze geregistreerd in Sanitel ;

6° in het geval van schapen of paarden worden zij op verzoek van het betaalorgaan opgenomen in de door de administratie beschikbaar gestelde geautomatiseerde registratieapplicatie voor dieren.

In afwijking van het eerste lid, 3°, worden de volgende dieren uitsluitend ingeschreven in een klasse van de hoofdafdeling van het stamboek:

1° Belgisch trekpaard;

2° Voskop;

3° koeien van het gemengd blauw ras, indien de veehouder gedurende zeven jaar of langer heeft deelgenomen aan een selectieprogramma als bedoeld in het eerste lid, 2°.

Krachtens artikel 28, § 2, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 is lid 2, 3°, niet van toepassing op de verbintenissen die vóór 1 januari 2023 zijn aangegaan voor methode nr. 11 "bedreigde plaatselijke rassen" krachtens het besluit van de Waalse regering van 3 september 2015 betreffende agromilie- en klimaatsteun.

Afdeling 7. — Maatregel nr. 12 "percelen met nog staande graangewassen"

Art. 17. Een jaarlijkse steun van 2400 euro per hectare landbouwareaal onder verbintenis wordt toegekend aan landbouwers die zich ertoe verbinden bouwland te bewerken overeenkomstig de in artikel 18 bedoelde specificaties.

In toepassing van artikel 11, § 3, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor agromilie- en klimaatmaatregelen, wordt geen steun verleend voor bouwland die is aangewezen als UG 4 – "Extensieve stroken", door artikel 2, 4°, van het besluit van de Waalse regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000 -locatie afgebakend zouden kunnen worden.

Art. 18. § 1. De specificatie voor maatregel nr. 12 "percelen met nog staande graangewassen" bestaat uit de volgende eisen en verboden:

1° de landbouwer verbindt zich ertoe het huidige gewas niet te oogsten en het te laten staan tot de laatste dag van februari op het gehele areaal van één of meer percelen;

2° de landbouwer verbindt zich ertoe deze specificatie na te leven op een oppervlakte van minimaal vijftig hectare en maximaal tien hectare;

3° de percelen met nog staande graangewassen die overblijven bestaan uit een zuivere graanteelt, een mengsel van granen of een mengsel van granen en peulvruchten, ingezaaid in de gebruikelijke dichtheden;

4° de samenstelling van de inzaaiing, die elk jaar plaatsvindt, kan van jaar tot jaar verschillen;

5° het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen op een perceel graan dat blijft staan, is verboden van 1 juli tot en met de laatste dag van februari van het volgende jaar;

6° de omvang van de percelen met nog staande graangewassen, ligt tussen twee are en één hectare;

7° de door dezelfde landbouwer aangegeven percelen met nog staande graangewassen staan op een afstand van ten minste honderd meter van elkaar en op een afstand van ten minste vijftig meter van een bebost gebied.

In afwijking van lid 1, 1°, wordt in het laatste jaar van de verbintenis en op voorwaarde dat de verbintenis niet wordt verlengd overeenkomstig artikel 7, lid 2, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor agromilie- en klimaatmaatregelen, de teelt gehandhaafd tot en met 31 december.

Voor de toepassing van paragraaf 1, 7°, wordt onder "beboste gebieden" verstaan gebieden die bestaan uit bomen of struiken die op korte afstand van elkaar zijn geplant zodat zij een dicht struikgewas vormen, met de volgende kenmerken:

1° zij hebben een oppervlakte van meer dan dertig are;

2° zij zijn meer dan tien meter breed;

3° de afstand tussen de kronen van de bomen of struiken bedraagt ten hoogste vijf meter;

Elementen die als nevens geschikt aan bos worden beschouwd, zoals de ruimtes met natuurlijke habitats, de houtopslagen, de open voederplaatsen, de moerassen, de vijvers, de brandwegen en paden, worden met bos gelijkgesteld.

§ 2. Voor de toepassing van paragraaf 1, eerste lid, 3°, is de lijst van de graansoorten die in aanmerking komen voor hun vestiging in zuivere teelten opgenomen in bijlage 2.

In het geval van een mengsel van granen en peulvruchten moet het totale gewicht van het zaaigoed van granen ten minste 50% bedragen van het gewicht dat gewoonlijk voor de inzaai in zuivere teelt wordt gebruikt. Het totale gewicht van het zaad van peulvruchten bedraagt ten minste 20% van het gewicht dat gewoonlijk voor de inzaai in zuivere teelt wordt gebruikt. De keuze van de samenstelling van het mengsel wordt aan de landbouwer overgelaten

De gewichten van de zaden die gewoonlijk voor het zaaien van granen of peulvruchten in zuivere teelt worden gebruikt, zijn die bedoeld in artikel 30 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

De subsidiabiliteit van een teelt wordt bepaald op basis van de op 31 mei aanwezige bedekking.

Afdeling 8. — Maatregel nr. 13 “voederautonomie”

Art. 19. § 1. Aan landbouwers die zich ertoe verbinden de in artikel 21 bedoelde specificaties na te leven, wordt jaarlijks steun toegekend voor het totale graslandareaal van het bedrijf, waarvan de bedragen als volgt worden vastgesteld:

1° indien zij zich ertoe verbinden een gemiddelde veebezetting van ten hoogste 1,4 GVE per hectare voederareaal aan te houden, bedraagt de steun 60 euro per hectare;

2° indien zij zich ertoe verbinden een gemiddelde veebezetting van 1,8 GVE of minder per hectare voederareaal aan te houden, bedraagt de steun 30 euro per hectare.

Indien de gemiddelde veebezetting lager is dan 0,6 GVE per hectare voederareaal, wordt de steun slechts toegekend voor het areaal grasland dat nodig is om een veebezetting van 0,6 GVE per hectare te bereiken.

§ 2. Er wordt geen steun verleend voor een bedrag van minder dan 100 euro, berekend op het niveau van het bedrijf.

Art. 20. § 1. Voor de toepassing van de artikelen 19 en 21 wordt de gemiddelde veebezetting berekend overeenkomstig artikel 28 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

Art. 21. De specificatie voor maatregel nr. 13 “voederautonomie” bestaat uit de volgende eisen en verboden:

1° de landbouwer verbindt zich ertoe om voor de gehele duur van de verbintenis per hectare voederareaal een van de volgende gemiddelde veebezettingen aan te houden:

a) een gemiddelde veebezetting van 1,4 GVE of minder;

b) een gemiddelde veebezetting van 1,8 GVE of minder.

2° het gebruik van andere organische meststoffen of andere organische supplementen dan die welke door de voor de berekening van de veebelasting gebruikte dieren worden geproduceerd, is verboden op subsidiabel grasland;

3° het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen is verboden op subsidiabel grasland;

4° de aanwezigheid van dieren die niet voldoen aan de eisen van artikel 28, tweede lid, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023, op subsidiabel grasland is verboden.

In afwijking van het eerste lid, 2° en 4°, is het gebruik van organische meststoffen of andere organische toevoegingen dan die welke door de voor de veebezetting gebruikte dieren worden geproduceerd, toegestaan op daarvoor subsidiabele graslanden waarop geen minerale meststoffen worden gebruikt en mits het grondgebondenheidscijfer van het bedrijf als omschreven in boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, kleiner is dan of gelijk is aan 0,6.

Afdeling 9. — Maatregel nr. 14 “bodem”

Art. 22. Voor de toepassing van deze afdeling verstaat men onder :

1° TOK/kleiverhouding: de verhouding tussen het totale gehalte aan organische koolstof in de bodem (“TOK”) en het granulometrische kleigehalte (“klei”) beoordeeld op de oppervlaktehorizont van een bepaald perceel;

2° beginbalans: de TOK/kleiverhouding die in het eerste jaar van de verbintenis wordt beoordeeld;

3° eindbalans: de in het laatste jaar van de verbintenis beoordeelde TOK/kleiverhouding;

4° organisatie: de organisatie waaraan de Minister de opdracht heeft toevertrouwd om de ontwikkeling van instrumenten voor de controle van de kwaliteit van de analyses en adviezen voor duurzame landbouw in Wallonië te waarborgen.

Art. 23. De overeenkomstig artikel 25 berekende steun wordt verleend onder de volgende voorwaarden:

1° in het eerste jaar van de verbintenis is meer dan 30% van de totale oppervlakte van de landbouwarealen van het bedrijf bouwland;

2° in het eerste jaar van de verbintenis valt ten minste 90% van de totale oppervlakte subsidiabele landbouwarealen van het bedrijf onder de verbintenis;

3° het eerste jaar van de verbintenis verbindt de landbouwer zich tot de ecoregeling “langdurige bodembedekking”, overeenkomstig artikel 3, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de ecoregelingen;

4° in het eerste en het laatste jaar van de verbintenis onderwerpt de landbouwer alle onder de verbintenis vallende landbouwarealen aan een overeenkomstig artikel 24 uitgevoerde evaluatie van hun TOK/kleiverhouding.

Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, komt elk perceel landbouwareaal van het bedrijf voor de verbintenis in aanmerking, met uitzondering van :

1° percelen bouwland en blijvende teelten met een hoge, zeer hoge of extreme erosiegevoeligheid, als bedoeld in artikel 54, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

2° percelen bouwland die in de vijf jaar voorafgaand aan het jaar waarin de steunaanvraag wordt ingediend, zijn omgezet vanuit blijvend grasland.

Art. 24. § 1. De landbouwer dient uiterlijk vijftien dagen na de overeenkomstig artikel 6 van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 vastgestelde termijn voor de wijziging van de verzamelaanvraag een aanvraag voor de begin- of eindbalans in bij een laboratorium dat voldoet aan de in artikel 26, § 1, bedoelde criteria en dat is geselecteerd op basis van de in artikel 26, § 3, bedoelde procedure.

§ 2. De begin- en eindbalans worden opgemaakt volgens de procedure van bijlage 3.

§ 3. De balans wordt door het laboratorium opgesteld en uiterlijk op 30 oktober van het lopende jaar aan de landbouwer en de organisatie toegezonden.

§ 4. De organisatie dient de balans uiterlijk op 30 november van het betrokken jaar in bij het betaalorgaan.

In het in paragraaf 5 bedoelde geval wordt alleen de balans na de tegenanalyse uiterlijk op de in het eerste lid bedoelde datum aan het betaalorgaan toegezonden.

§ 5. De landbouwer kan het resultaat van de balans bij de organisatie aanvechten binnen 15 dagen na de verzending ervan door het laboratorium.

Een tegenanalyse wordt uitgevoerd door een door de organisatie aangewezen laboratorium. Het resultaat van de tegenanalyse wordt uiterlijk op de in paragraaf 4, tweede lid, bedoelde datum aan de landbouwer en het betaalorgaan toegezonden.

§ 6. De landbouwer en het laboratorium houden de balans en de bijbehorende stukken ter beschikking van het betaalorgaan en de organisatie.

Art. 25. § 1. Elk jaar wordt een forfaitair bedrag van 100 euro aan de landbouwer toegekend.

§ 1. Voor elke jaarlijkse schijf wordt de steun als volgt toegekend voor de gehele vastgelegde oppervlakte

1° voor de onder de verbintenis vallende percelen met een "ongunstige" TOK/klei verhouding wordt geen steun verleend;

2° voor de onder de verbintenis vallende percelen met een TOC/klei verhouding "in overgang" bedraagt de steun 80 euro per hectare;

3° voor de onder de verbintenis vallende percelen met een TOC/klei verhouding "gunstig" bedraagt de steun 150 euro per hectare.

Voor de toepassing van lid 1 worden de klassen "ongunstig", "in overgang" en "gunstig" van de TOK/klei verhouding bepaald overeenkomstig bijlage 3.

Indien in het eerste jaar van de verbintenis het aandeel van de totale oppervlakte bouwland van het bedrijf kleiner is dan 60% van de totale oppervlakte landbouwareaal van het bedrijf, wordt op de bedragen, bedoeld in het eerste, tweede en derde lid, een lineaire vermindering toegepast die wordt berekend volgens de volgende formule $X = Y * (Z - 30) / 30$.

Voor de toepassing van de in lid 3 bedoelde formule:

1° "X" is het bedrag van de steun;

2° "Y" stemt overeen met het betrokken bedrag bedoeld in het eerste lid, 2° of 3° ;

3° "Z" komt overeen met het aandeel van de totale oppervlakte bouwland van het bedrijf in verhouding tot de totale oppervlakte landbouwareaal van het bedrijf in het eerste jaar van de verbintenis.

Overeenkomstig artikel 11, § 3, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor agromilieue- en klimaatmaatregelen, wordt de in lid 1 bedoelde steun niet verleend voor :

1° percelen bouwland en blijvende teelten met een hoge, zeer hoge of extreme erosiegevoeligheid, als bedoeld in artikel 54, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

2° percelen bouwland die in de vijf jaar voorafgaand aan het jaar waarin de betalingsaanvraag wordt ingediend, zijn omgezet vanuit blijvend grasland.

§ 3. In het laatste jaar van de verbintenis wordt geen steun verleend in de volgende gevallen:

1° de totale oppervlakte van de onder de verbintenis vallende percelen met een "ongunstige" TOK/klei verhouding op de eindbalans is met meer dan 5% toegenomen ten opzichte van de beginbalans;

1° de totale oppervlakte van de onder de verbintenis vallende percelen met een "gunstige" TOK/klei verhouding op de eindbalans is met meer dan 5% verminderd ten opzichte van de beginbalans;

In het laatste jaar van de verbintenis worden de op basis van lid 2 vastgestelde bedragen als volgt verhoogd, op voorwaarde dat de landbouwer overeenkomstig artikel 3, 1°, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor ecoregelingen gedurende de hele looptijd van de verbintenis heeft ingeschreven op de ecoregeling "langdurige bodembedekking":

1° voor de onder de verbintenis vallende percelen waarvan de verhouding TOC/klei tussen de begin- en eindbalans verandert van "ongunstig" in "in overgang", wordt aanvullende steun van 200 euro per hectare toegekend;

2° voor de onder de verbintenis vallende percelen waarvan de TOC-kleibalans tussen de begin- en eindbalans verandert van "ongunstig" of "in overgang" naar "gunstig", wordt een extra steun van 280 euro per hectare toegekend.

§ 4. Voor de jaarlijkse schijven die overeenkomen met de eerste vier jaar van de verbintenis, wordt de steun bepaald op basis van de verhouding TOK/klei die bij de beginbalans wordt vastgesteld. Voor de jaarlijkse schijf die overeenkomt met het laatste jaar van de verbintenis, wordt de steun bepaald op basis van de verhouding TOK/klei die bij de eindbalans wordt vastgesteld.

§ 5. Er wordt geen steun verleend voor de betaling van een oppervlakte van minder dan één hectare op het niveau van het landbouwbedrijf.

Art. 26. § 1. De in artikel 24, § 1, eerste lid, bedoelde laboratoria voldoen aan de volgende cumulatieve criteria:

1° zij zijn onafhankelijk van de landbouwers aan wie zij een balans leveren;

2° zij beschikken over de apparatuur en de technische, IT- en personele middelen die nodig zijn om de beoordeling uit te voeren, alsmede over een kwaliteitsbeheersysteem dat valt onder het ISO 17025-accreditatiesysteem dat ten minste één parameter omvat die in de bodemmatrix wordt geanalyseerd;

3° zij verbinden zich ertoe de balansen uit te voeren volgens de procedure van bijlage 3, deel te nemen aan de interlaboratoriumproeven met betrekking tot de parameters van de TOK/klei verhouding en elke opleiding te volgen die met het oog op de uitvoering van de balans wordt verstrekt;

4° het laboratorium is gebonden door een professionele samenwerking met de organisatie.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde criteria worden gecontroleerd aan de hand van de volgende elementen :

1° betreffende paragraaf 1, eerste lid, 1°, een verklaring op erewoord waarin het laboratorium zich ertoe verbindt elk belangenconflict te vermijden;

2° met betrekking tot paragraaf 1, eerste lid, 2°, de lijst van monsternemers en laboratoriumverantwoordelijken die betrokken zijn bij de uitvoering van de balans, alsmede een kopie van de conclusies en relevante onderdelen van de audit die in het kader van de ISO 17025-accreditatie is uitgevoerd;

3° met betrekking tot paragraaf 1, eerste lid, 3°, het bewijs van de in paragraaf 1, 3°, bedoelde verbintenis;

3° wat betreft paragraaf 1, eerste lid, 4°, het bewijs van professionele samenwerking tussen het laboratorium en de organisatie.

§ 3. De procedure voor de aanwijzing van de bevoegde laboratoria wordt vastgesteld als volgt:

1. uiterlijk op 1 januari van elk jaar verstrekt de organisatie het betaalorgaan een volledige lijst van de laboratoria die aan de aanwijzingscriteria voldoen en stelt zij de in paragraaf 2 bedoelde controlegegevens ter beschikking van het betaalorgaan;

2° het betaalorgaan valideert de lijst van bevoegde laboratoria op basis van de door de organisatie verstrekte informatie en, indien nodig, na verificatie van de aanwijzingscriteria;

3° het betaalorgaan deelt de organisatie de namen mee van de laboratoria wier aanwijzing het valideert binnen een maand na ontvangst van de lijst van laboratoria die aan de aanwijzingscriteria voldoen;

4° de lijst van de laboratoria waarvan de aanwijzing door het betaalorgaan is gevalideerd, wordt ter beschikking van de landbouwers gehouden;

5° de organisatie stelt het betaalorgaan onverwijld in kennis van elke wijziging in de lijst bedoeld in 1°.

De in het eerste lid, 1° tot 4°, bedoelde procedure is van toepassing op de wijzigingen van de lijst.

Namen, 23 februari 2023.

W. BORSUS

Bijlage 1. Lijst van soorten basispeulvruchten en dicotylen die in aanmerking komen voor de aanleg van met gras bezaaide perceelsranden

1° basispeulvruchten:

- Rolklaver (*Lotus corniculatus*);
- Geteelde luzerne (*Medicago sativa*)
- Hopperupsklaver (*Medicago lupulina*);
- Steenklaver (*Onobrychis viciifolia*);
- Witte klaver (*Trifolium repens*)
- Rode klaver (*Trifolium pratense*);

2° andere dicotylen:

- Korenbloem (*Cyanus segetum*);
- Gewone brunel (*Prunella vulgaris*);
- Wilde peen (*Daucus carota*);
- Echte kervel (*Anthriscus cerefolium*);
- Wilde cichorei (*Cichorium intybus*);
- Smeerwortel (*Symphytum officinale*);
- Ruwe smeerwortel (*Symphytum asperum*);
- Grote klaproos (*Papaver rhoeas*);
- Groot streepzaad (*Crepis biennis*);
- Koninginnekruid (*Eupatorium cannabinum*);
- Beemdtkroon (*Knautia arvensis*);
- Echte koekoeksbloem (*Silene flos-cuculi*);
- Gewone margriet (*Leucanthemum vulgare*);
- Muskuskaasjeskruid (*Malva moschata*);
- Groot kaasjeskruid (*Malva sylvestris*);
- Witte honigklaver (*Melilotus albus*)
- Citroengele honingklaver (*Melilotus officinalis*);
- Watermunt (*Mentha aquatica*);
- Sint-janskruid (*Hypericum perforatum*);
- Wilde marjolein (*Origanum vulgare*);
- Veldzuring (*Rumex arifolius*);
- Bleke klaproos (*Papaver dubium*);
- Smalle weegbree (*Plantago lanceolata*);
- Wilde reseda (*Reseda lutea*);
- Grote kattenstaart (*Lythrum salicaria*);
- Knopig helmkruid (*Scrophularia nodosa*);
- Basterdklaver (*Trifolium hybridum*);
- Inkarnaatklaver (*Trifolium incarnatum*);
- Slangenkruid (*Echium vulgare*).

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor agromilieu- en klimaatmaatregelen.

Namen, 23 februari 2023.

W. BORSUS

Bijlage 2. Lijst van de graansoorten voor de aanleg van percelen met nog staande graangewassen in zuivere teelt

- Winter- of voorjaarsspelt (*Triticum spelta*) ;
- Winter- of zomertarwe (*Triticum aestivum*) ;
- Winter- of voorjaarstritica (\times Triticosecale).

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor agromilieue- en klimaatmaatregelen.

Namen, 23 februari 2023.

W. BORSUS

Bijlage 3. Methode voor de beoordeling van de verhouding TOK/klei van de subsidiabele percelen waarvoor agromilieue- en klimaatmaatregel nr. 14 "bodem" geldt

1) Drempels van de indicator die in aanmerking moeten worden genomen voor de indeling van de TOC/klei verhouding in "ongunstige", "overgangs-" en "gunstige" situaties

Bodemsoort (% klei)	"Ongunstige" TOK/kleiverhouding	TOK/kleiverhouding "in overgang".	"Gunstige" TOK/kleiverhouding
Licht (< 12%)	< 14%	14 – 17%	> 17%
Gemiddeld (12 - 19%)	< 8%	8 - 10%	> 10%
Zwaar (> 19%)	< 6%	6 – 9%	> 9%

2) Procedure voor de uitvoering van de balansen TOK/kleiverhouding

a. Bemonsteringsmethoden en minimumaantal voor de balansen te nemen monsters

Het laboratorium dat belast is met het uitvoeren van een beoordeling van de TOK/kleiverhouding van de onder de verbintenis vallende percelen voert de grondbemonstering uit volgens de volgende referentiemethoden van het Waalse compendium van de monsternemings- en analysemethodes (hierna "CWEA") bedoeld in artikel 18, § 2, van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering, goedgekeurd door de Minister van Leefmilieu overeenkomstig artikel 84, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering:

- Methode voor het bottelen, vervoeren en opslaan van monsters (P-1) ;
- Methode voor georeferentie van bemonsterings- en meetpunten (P-8) ;
- Methode voor het benoemen van monsters (P-10) ;
- Methode voor de bemonstering van landbouwgrond (P-11).

In afwijking van de criteria voor het bepalen van homogene gebieden in punt 4.4 van de bemonsteringsmethode voor landbouwgrond (P-11) zijn de homogeniteitscriteria die in het kader van de vaststelling van een TOC/kleiverhouding moeten worden gehanteerd de volgende:

- De geschiedenis van de grondbezetting in de vijf jaar vóór de bemonsteringsdatum, waarbij ten minste de volgende bezettingen worden onderscheiden: bouwland, blijvend grasland en blijvende teelten;
- pedologie, ten minste gebaseerd op de kaart van de belangrijkste bodemtypes van Wallonië, en op aanvullende criteria indien verschillende kenmerken naar voren komen op het niveau van de bodem (met name kleur, structuur, textuur, diepte, grove elementen, drainage en substraat) of via de vegetatieve toestand van de aanwezige vegetatie;
- topografie, indien gerechtvaardigd;
- het beheer van het perceel (met name de vorige oogst, bemesting of bodemverbetersaai).

De binnen een perceel bepaalde homogene gebied kan met een homogene oppervlakte van een ander betrokken perceel van het bedrijf worden gegroepeerd in een gemeenschappelijke homogene groep, mits de homogeniteitscriteria van de gegroepeerde gebieden gelijkwaardig zijn. Een homogene groep kan slechts uit één homogeen gebied bestaan. Het laboratorium stelt een lijst op van homogene groepen die alle betrokken percelen omvatten en geeft aan in welke mate elk perceel tot de betrokken homogene groep behoort, naar gelang van het deel van de oppervlakte van het perceel dat door die groep wordt bestreken. Uit elke homogene groep moet ten minste één bodemmonster worden genomen.

Ten minste 25% van het areaal onder verbintenis van het bedrijf en het aantal betrokken percelen moet worden bemonsterd. Deze 25% betreft bij voorrang de percelen bouwland waarvoor verbintenissen zijn aangegaan.

In totaal moeten minimaal vijf monsters van verschillende percelen worden genomen, mits ten minste vijf percelen zijn vastgelegd. Indien het aantal vastgelegde percelen minder dan vijf bedraagt, moeten alle percelen worden bemonsterd.

b. Methoden voor de analyse van bodemmonsters

Voor de analyse van het totale gehalte aan organische koolstof van de bodem bij de eerste balans van de TOK/kleiverhouding analyseert het laboratorium de bodemmonsters volgens een van de volgende CWEA-referentiemethoden, goedgekeurd door de minister van Milieu overeenkomstig artikel 84, § 2, van het besluit van de Waalse regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering:

- Methode voor de bepaling van organische en totale koolstof door droge verbranding (S-III-8.1) of het equivalent daarvan bepaald met infraroodspectrometrie, mits deze laatste gevalideerd is;
- Methode voor de bepaling van organische koolstof door middel van sulfochromoxidatie (S-II-8.2) of het equivalent daarvan bepaald met infraroodspectrometrie, mits deze laatste gevalideerd is.

Voor de analyse van het granulometrische kleigehalte van de bodem bij de eerste balans van de TOK/kleiverhouding, in afwachting van een daartoe in het CWEA gedefinieerde methode, past het met de beoordeling van de betrokken percelen belaste laboratorium de zogenaamde "pipetmethode" toe (methode afgeleid van de Franse norm NF-X-31-107) of gebruikt het de kaartlaag van het kleigehalte van de oppervlaktehorizont die voor dit doel door de administratie is gedefinieerd en beschikbaar gesteld.

De resultaten van de analyses van de totale hoeveelheid organische koolstof of het granulometrische kleigehalte van de bodem die in het jaar van de steunaanvraag volgens de onder a. en b. genoemde bemonsterings- en analyseprocedures zijn verricht, kunnen worden gebruikt in het kader van de uitvoering van de eerste balans.

Voor de eindbalansen TOK/kleiverhouding moeten de analyses van het totale gehalte aan organische koolstof van de bodem en het granulometrische kleigehalte van de bodem worden uitgevoerd volgens dezelfde methoden als die welke voor de beginbalansen zijn gebruikt.

c. Toewijzing van de resultaten van de TOK/kleiverhouding analyses aan alle betrokken percelen

De resultaten van de TOK/kleiverhouding analyses zijn gemiddeld per homogene groep.

Het resultaat van de TOK/kleiverhouding die aan elk perceel moet worden toegekend, gebeurt in verhouding tot de oppervlakte van de homogene groep die binnen het perceel aanwezig is. De balans vermeldt voor elk perceel de rangorde van de TOK/kleiverhouding naargelang de verhouding "gunstig", "in overgang" of "ongunstig" is.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor agromilieu- en klimaatmaatregelen.

Namen, 23 februari 2023.

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/42746]

23 FEVRIER 2023. — Arrêté ministériel exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux indemnités octroyées pour les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques

Le Ministre de l'agriculture,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.241, D.242, alinéas 1^{er} et 2, D.243, D.249, alinéas 1^{er} et 2, 1^o, et D.251 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux indemnités octroyées pour les zones soumises à des contraintes naturelle ou à d'autres contraintes spécifiques, l'article 3 ;

Vu le rapport du 18 novembre 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 novembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} décembre 2022 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 15 décembre 2022 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 22 décembre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article unique. En application de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux indemnités octroyées pour les zones soumises à des contraintes naturelle ou à d'autres contraintes spécifiques :

1° les zones soumises à des contraintes naturelles en Région wallonne sont les communes listées à l'annexe 1^{re};

2° les zones soumises à des contraintes spécifiques en Région wallonne sont les communes listées à l'annexe 2.

Namur, le 23 février 2023.

W. BORSUS

Annexe n° 1. Communes considérées comme des zones soumises à des contraintes naturelles en Région wallonne

Amel
Attert
Aubange
Aywaille
Bastogne
Bertogne
Beyne-Heusay
Bièvre
Bouillon
Büllingen
Burg-Reuland
Butgenbach
Chaufontaine
Ciney
Daverdisse
Durbuy